

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 28. — 21 Mars 1930.

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

Vive la Commune!

Le 18 mars est une date révolutionnaire chère au prolétariat français, et particulièrement, au prolétariat parisien : c'est le jour anniversaire de la première insurrection prolétarienne victorieuse, de l'événement que Marx avait salué comme le début d'une ère nouvelle dans les luttes ouvrières. Tous les ans le prolétariat, en France et dans le monde entier commémore le souvenir de la Commune de Paris, surgie le 18 mars 1871, non pas comme un anniversaire quelconque, mais comme un encouragement à réaliser définitivement la tâche de renversement de la bourgeoisie qu'ont commencée, au milieu de nombreuses faiblesses et contradictions, les Communards.

Depuis douze ans la commémoration de la Commune de 1871 ne peut plus être détachée de celle de la révolution d'Octobre 1917. En Russie, le prolétariat a repris avec succès la tâche révolutionnaire dont les communards avaient été les initiateurs. Le mouvement révolutionnaire a subi de l'une à l'autre des dépressions et des répressions violentes, mais sa marche est invincible, et à la Commune de 1871, à la révolution prolétarienne d'Octobre 1917 succédera la commune mondiale.

Notre commémoration de la Commune n'est pas un acte de piété vulgaire, un acte de dévotion envers les héros prolétariens. Elle marque notre volonté de puiser dans les leçons du passé les enseignements qui nous permettront de réaliser avec succès les tâches de l'avenir. Le mouvement révolutionnaire jusqu'en 1917 a été nourri de l'étude des actes des communards. Tous les révolutionnaires prolétariens, et particulièrement les bolcheviks, se sont servis de leur exemple, et se sont appuyés directement sur leur tradition. En 1917, le mouvement ouvrier avait évolué considérablement par rapport à 1871. Et cependant l'exemple des communards demeurait vivant. Dans l'immense Russie le parti bolchevik sut agir en tenant compte des leçons qu'avait donné le prolétariat dans les murs de Paris.

Aujourd'hui, douze ans ont passé depuis la révolution d'Octobre. La Commune russe se trouve assaillie par le capitalisme mondial, et déjà dans ses limites mêmes, ses ennemis relèvent la tête, et menacent la dictature prolétarienne. Le prolétariat russe et l'opposition luttent pour le maintien des bases fondamentales de la dictature du prolétariat. Voilà la tradition de la Commune. Voilà la manière dont nous la commémorons.

La Commune de Paris a succombé en 1871 non seulement parce que les circonstances objectives l'ont accablée, mais aussi parce que ses membres commirent de lourdes fautes. Il ne faut pas que la Commune russe puisse être frappée parce que ceux qui doivent la défendre accumuleraient les fautes. Le rôle et les tâches de l'opposition à ce sujet sont nettes, et la commémoration de la Commune de 1871 doit nous être une occasion de plus de préciser ces tâches et de renforcer notre action. Ici

même, le prolétariat doit redoubler de vigilance, en rattachant l'exemple de la révolution russe à celui de l'insurrection victorieuse de ses précurseurs.

Le 18 mars 1871 et le 7 novembre 1917 sont deux dates qu'il ne faut pas célébrer par des palabres et des fêtes anniversaires purement commémoratives, mais dont il faut maintenir vivant l'esprit et l'enseignement dans la lutte.

En 1930, le mouvement communiste dispose d'atouts nombreux que ne possédaient pas les communards. D'abord, la situation objective du capitalisme mondial a énormément évolué. Depuis la guerre impérialiste et la révolution d'Octobre, le capitalisme s'agit dans une crise chronique dont il ne peut pas sortir. D'autre part la révolution russe et les révolutions avortées de l'Europe centrale constituent un exemple extraordinaire pour la classe ouvrière de tous les pays. Enfin, le mouvement communiste a en mains une arme idéologique puissante, que n'avait pas la Commune de 1871 : c'est le marxisme, trempé et considérablement enrichi par l'expérience toute proche de la Révolution d'Octobre.

Dans la Commune de 1871 de nombreuses idéologies se sont heurtées, proudhoniennes, blanquistes, démocratiques, jacobines et aussi marxistes. Aucune unité de doctrine et d'action prolétariennes ne s'affirmait. La petite bourgeoisie, et l'artisanat eurent une part très importante à la direction de la Commune. Dans la révolution russe aussi, des courants divers se sont fait jour. Mais le marxisme révolutionnaire, mis en action par le parti bolchevik, affirma sa supériorité écrasante et réalisa l'unité d'action et de doctrine de la grande masse prolétarienne.

Les assauts subis de l'extérieur et de l'intérieur par le prolétariat russe, et le cours objectif de la révolution, desservi par les erreurs du parti bolchevik depuis 1923-24 ont considérablement déformé le sens et la portée du marxisme, en U.R.S.S. même, et par l'I.C. dans le monde entier. Mais, là encore la tradition reste vivante ; dans l'aile gauche du prolétariat russe, dans l'opposition communiste internationale, le marxisme conserve toute sa vigueur, sa force et son efficacité. Il nous aidera demain comme aujourd'hui, et comme il a déjà victorieusement servi le prolétariat russe.

**OPPOSITION COMMUNISTE
DE GAUCHE**
**Commémoration
de la Commune**
Dimanche 23 mars, à 14 h. 30
**Salle de la jeunesse républicaine
du 3°**
**10, rue Dupetit-Thouars
(Métro: Temple.)**

EN ESPAGNE

Socialistes et anarcho-syndicalistes dans le mouvement ouvrier

Je me suis référé, dans ma réponse au camarade Trotsky, à la situation matérielle des ouvriers et des paysans espagnols. Essayons, à présent, de donner un aperçu de leur situation du point de vue de l'organisation et des différentes tendances qui se disputent leur direction.

Commençons par les socialistes. Le Parti socialiste espagnol compte à peine 6 à 8.000 membres ; l'U.G.T. (Union Générale des Travailleurs) 200.000 environ. Les mêmes hommes — Besteiro, Saborit, Largo Caballero, etc... — constituent la direction de l'un et de l'autre organisme. Ils forment une direction bureaucratique inamovible comme partout ailleurs dans les organisations réformistes. Ils ont essayé de chasser les militants communistes de toutes les organisations syndicales. Parfois, ils ont exclu — dans la Biscaye, aux Asturies, etc... — des syndicats entiers. Ils sont restés sept ans sans convoquer de Congrès ; quand ils furent obligés de le faire sous la poussée des masses, ils surent manœuvrer l'appareil bureaucratique de telle façon que ces Congrès sanctionnèrent leur point de vue, tout à fait contraire à la volonté des masses. Pendant la période dictatoriale ils ont joui de la protection de la police. Tous ceux qui, dans les assemblées syndicales, leur apportaient la contradiction, étaient arrêtés presque aussitôt. Et en plein congrès de l'U.G.T., il y a deux ans, Martinez Anido, ministre de l'Intérieur de la dictature, ordonna l'arrestation pendant la tenue du Congrès, des délégués de l'opposition de gauche.

Ce n'est un secret pour personne que les bureaucraties socialistes ont collaboré activement avec les dictateurs. Largo Caballero, secrétaire général de l'U.G.T., était en même temps conseiller d'Etat. Llana, leader réformiste des mineurs asturiens, faisait partie de la Commission du Combustible (en cette qualité, il trahit honteusement la grande grève de 1927). Et presque tous les autres chefs socialistes faisaient partie des différents organismes techniques créés par la dictature. Quand on leur reprochait cette collaboration honteuse, ils répondaient : « Nous tenons à conserver nos organisations à tout prix ». Ce prix, les ouvriers espagnols le connaissent : le soutien de la criminelle dictature de Primo-Anido.

Quelle est l'attitude actuelle des bureaucraties socialistes ? Aussitôt la dictature tombée, ils ont commencé à pousser des cris hystériques contre la monarchie. Ils sont de bons politiciens opportunistes. De sages brebis, pendant la dictature, ils sont devenus des loups antimonarchistes tout de suite après, au moment où une vague de républicanisme parcourt toute l'Espagne et menace de balayer la monarchie. Evidemment, leur aspiration politique s'arrête là : une bonne petite République démocratique bourgeoise, où ils pourront accepter quelques portefeuilles. Car, être ministre constitue l'aspiration suprême de nos bons bureaucrates

réformistes, valets hier de Primo. Ils s'offrent à contribuer au sauvetage du pays, c'est-à-dire, du régime bourgeois. Cette offre a été formulée, publiquement, il y a quelques jours, par un des leaders socialistes Fabra Rivas, grand ami d'Albert Thomas, dans une Conférence à la Maison du Peuple de Madrid. « Pour relever l'Espagne du chaos financier actuel, une trêve s'impose dans les esprits. Pour ce relèvement, la classe ouvrière saura remplir son devoir ». Et il a lancé une espèce d'appel au front unique « par dessus les castes, les classes et les partis ». Les socialistes espagnols constituent donc l'aile gauche de la bourgeoisie espagnole. Ils s'éloignent de plus en plus du prolétariat pour devenir un parti de la petite bourgeoisie républicaine.

Passons aux anarcho-syndicalistes espagnols. Ceux-ci qui ont donné à Peiro, signe de vie pendant la période dictatoriale, commencent à relever la tête. Pour réorganiser les syndicats de la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail), ils veulent avant tout et à tout prix obtenir la légalisation de cet organisme. Pour cela, ils tombent dans les pires compromissions devant le pouvoir. Ils ont publié un manifeste faisant confiance au gouvernement Berenguer « qui doit rétablir les lois constitutionnelles ». Ils soupirèrent après la Constitution de 1876 au moment même où de nombreux libéraux commencent à la trouver un peu vieillie. Ils oublient qu'en 1919-20-21, les gouvernements constitutionnels faisaient assassiner les ouvriers dans les rues de Barcelone, Valence, Bilbao... N'importe : ils revendiquent cette Constitution profondément réactionnaire. Là-dessus se sont manifestées deux tendances au sein des cadres dirigeants de la C.N.T. : celle de gauche, représentée par Peiro, et celle de droite, représentée par Pestana. Ce dernier a fini par l'emporter. Et il est parti à Madrid mendier à Berenguer la légalité de la C. N. T. En même temps, les anarcho-syndicalistes se prononcent en faveur d'un front unique avec le bloc des républicains et des socialistes. Ils ne présenteront pas de candidats aux prochaines élections — ils tiennent à nous épargner encore le spectacle de quelques députés anarchistes — mais ils ont décidé de voter en faveur des candidats républicains. Que devient leur « anti-électorisme », leur « apolitisme » et leur « action directe » à tout prix ? Décidément les anarcho-syndicalistes font des bonds formidables : ils passent avec une très grande facilité de l'action directe poussée jusqu'à la terreur individuelle, au pire des réformismes ; ils se placent tout à fait à l'aile droite du mouvement ouvrier.

Il existe au milieu de tout cela une bonne place pour un Parti Communiste. Dans un moment aussi plein de perspectives et de possibilités, celui-ci brille par son absence presque absolue. Il s'est borné à publier un manifeste il y a deux mois. Puis, plus rien.

(Voir la suite page 3)

Les élections municipales à Saint-Denis

Elles furent provoquées par le parti dont les élus démissionnèrent pour chasser de la municipalité le maire Vuillaumé passé au P.O.P. Donc le but principal du parti était de faire condamner le P.O.P. par les travailleurs de Saint-Denis. Là-dessus, bourgeois et socialistes se mirent sur les rangs, comptant profiter aussi bien de la situation générale du mouvement communiste que de la situation particulière créée à Saint-Denis par le P.O.P. ; une campagne vigoureuse fut menée par chacun. La semaine précédant les élections, la presse vendait déjà la peau de l'ours ; mais le lendemain elle enregistra les chiffres sans commentaires. Les candidats du P.O.P. ont bien eu un nombre de voix non négligeable, conséquence des services personnels rendus depuis des années, mais la liste du P.C. arriva en tête, recueillant les suffrages de plus de 6.000 travailleurs. C'est ce que ne peuvent comprendre les bourgeois ni les socialistes et ce qu'interprètent fort mal la plupart des communistes.

Pour Camille Aymard dans la *Liberté*, comme pour Paul Faure dans le *Populaire*, le mouvement communiste est un accident d'origine russe ; pour l'un il suffit de méthodes violentes pour le faire disparaître ; pour l'autre, les désillusions causées par la politique du P.C. ramèneront les ouvriers à la S.F.I.O. En réalité l'un et l'autre ne comprennent pas que la lutte des classes est une réalité profonde, n'admet pas d'autre issue que le communisme et qu'il n'est pas possible à un travailleur dès qu'il acquiert une conscience de classe de ne pas se tourner vers le communisme.

Il n'y avait pas à Saint-Denis pour les travailleurs conscients d'autre solution que voter pour la liste communiste. C'est ce qu'ils ont fait.

Raison de plus pour que nous dénonçons avec vigueur l'appareil et la direction néfastes du Parti. Le Parti a pu grouper plus de 6.000 travailleurs de Saint-Denis dans un scrutin, mais il est aujourd'hui à peu près incapable de faire une manifestation aussi nombreuse dans la région parisienne. Les travailleurs votent pour le P.C., mais ne suivent pas ses mots d'ordre. Il remporte des succès, mais c'est sur des terrains réformistes (élections, souscriptions...) ; dans l'usine ou dans la rue, il est détaché des masses. La plupart des réunions ne sont plus suivies, mais arrive une campagne électorale, tout change. Il est dans son élément ; ses organisations s'animent, font beaucoup de tapage et l'*Humanité* est encore plus rutilante que d'ordinaire. Et les succès permettent à la direction d'induire en erreur les militants peu éduqués.

Sur la campagne électorale de Saint-Denis, même, il faut souligner que la lutte contre le P.O.P. a été menée de façon singulière. Les premiers jours, Doriot a fait des articles élogieux pour les réalisations de la municipalité : écoles, pavages de rues... tout à fait la façon habituelle de mener campagne par les électoralistes de tout poil. De plus, c'était donner beau jeu à Vuillaumé, qui dirigeait alors le travail de la municipalité. Après ce furent les phrases habituelles : dangers de guerre, défense de l'U.R.S.S., etc... A aucun moment, les travailleurs dionysiens ne se virent expliquer comment le P.O.P. s'acheminait vers le parti socialiste, son abandon de la dictature du prolétariat comme objectif pour des visées purement immédiates. Il est vrai que des explications de ce genre auraient pu entraîner plus loin et mettre la politique du P.C. en mauvaise posture ; nous n'attendons pas cela d'une période électorale.

Enfin, s'il est à peine besoin de noter la candidature de provocation de C. Aymard, il faut souligner l'attitude des socialistes. Il y a quelques années ils ne pouvaient prendre la parole ; aujourd'hui ils se sont organisés. Ils tiennent des meetings. Cela ne les a pas empêchés de perdre 200 voix au premier tour de scrutin, sur les précédentes élections.

Le recul du Parti qui descend de 8.000 à 6.000 voix ne profite pas au parti S.F.I.O., ni au P.O.P., mais à la grande bourgeoisie patronale. C'est là qu'est le danger.

La Conférence Nationale du Parti Communiste

Décidément, les conférences et congrès du Parti sont de plus en plus moroses. On a beau décréter la discussion ouverte, plus personne n'a rien à dire. Dans les Jeunesses, à la C.G.T.U., pour des raisons diverses, quelques discussions parviennent à se faire jour. Mais dans le Parti, il n'en est plus question. Les « débats » consistent en semonces envers les délégués qui sont accusés de ne pas discuter ou de ne pas « préparer leurs interventions ». Les leaders actuels, Gitton, Vassart, etc., n'ont même plus d'opposition sur laquelle s'aiguiser les dents.

Malgré le battage préalable et la soi-disant « tribune de discussion » de l'*Humanité*, aucun ordre du jour n'a été suivi, aucune discussion n'a eu lieu, et par suite, aucune décision valable n'a pu être prise. Ce genre de conférence montre clairement que comme organisation politique marxiste du prolétariat, le parti est réduit à néant. Son appareil, sa bureaucratie l'étouffent, le vidant, le ruinent. Il faut la balayer en la dénonçant impitoyablement devant les ouvriers.

Avant la conférence, on avait beaucoup parlé de la politique municipale. La constitution du P.O.P. avait décidé les bureaucrates à s'inquiéter des foyers d'opportunisme et de corruption que sont les municipalités. Mais à la conférence, on n'entendit plus un mot à ce sujet. L'appareil se retrancha derrière les difficultés du moment et la nécessité de lutter contre le P.O.P. et la minorité syndicale, en fuyant ses propres responsabilités, l'emporta sur toute la ligne. Les rapports de Gitton et de Vassart tentèrent, dans une confusion inexplicable de faire le point de la politique actuelle du Parti. Il n'en sortit rien. Vassart, qui flaire une légère brise de droite qui commence à souffler dans l'Internationale, tenta de corriger les erreurs gauchistes de la région parisienne, dans le travail syndical. Mais cette tentative fut mal accueillie par Gitton, qui redressa à temps la ligne !

Nous citons ces faits uniquement parce qu'il faut citer quelque chose dans cette conférence. Il y eut bien aussi les discussions avec Renaud Jean sur la question paysanne, mais les délégués ont eu l'air d'y attacher si peu d'intérêt !

Les camarades de la gauche ont pu lire dans la *Vérité* depuis deux mois, quelle était la vraie vie du parti, quel était le succès obtenu par les palabres des chefs du moment dans les rayons, et quelle désillusion profonde avait amené l'échec lamentable du 6 mars. Nous continuerons à mettre à jour le bilan de faillite de l'appareil du Parti. Les correspondants continueront à nous écrire et à agir.

Les conférences et les parolotes bureaucratiques entre délégués choisis par le centre, ne peuvent aboutir à rien. Ce qu'il faut, c'est une action énergique des camarades de la base. Qu'ils s'organisent à la base, dans les rayons, en négligeant les luttes de postes et de places. La gauche, qu'elle soit encore dans le Parti ou en dehors, doit se constituer en noyaux solides, vivants, travailleurs et combattifs. L'opposition travaillera patiemment à les constituer.

Phalange artistique

(Section française du Théâtre ouvrier international)

Le samedi 22 mars, à 20 h. 30

SALLE ADYAR, 4, square Rapp

LE TEMPS VIENDRA

Drame en 3 actes de Romain Rolland

Prix des places : 8 francs.

Renseignements location, abonnements à prix très réduits, au secrétariat :

61, rue des Lilas, Bagnolet

Le C.C.N. unitaire prépare la scission

Le C.C.N. unitaire faisant suite à la conférence du parti, aurait eu, si nous en croyons Gitton, une allure plus vivante que celle-ci. Tandis qu'il s'était plaint du manque de discussion à la conférence, il déclara dans son discours de clôture du C.C.N. « Il faut souligner le caractère élevé des débats et la profondeur d'analyse de toutes les interventions. » La réalité n'est pas du tout conforme à cette déclaration.

L'ordre du jour du C.C.N. portait deux grandes questions : le Premier Mai 1930 et le 5e congrès de l'I.S.R.

Pour le 1er Mai, le C.C.N. a adopté le mot d'ordre de « grève politique et revendicative de masses » ; cette journée doit être un « Premier Mai de lutte révolutionnaire ». Mais nous savons qu'il ne suffit pas de faire des affirmations gratuites dans une assemblée pour que les choses se réalisent. La journée du 6 mars devait être une journée d'entraînement pour le 1er mai ; personne au C.C.N. n'a essayé de discuter la préparation, les mots d'ordre ou les événements du 6 mars ; quelques délégués ont décrit par exemple un mouvement dans une usine, mais ils oublient de signaler qu'il n'y a rien eu dans dix usines voisines ; aucune leçon n'a été tirée de la « répétition générale » du 1er mai. Les dirigeants de la Fédération unitaire des Cheminots sont venus dire « les cheminots chômeront le 1er mai » ; mais on nous avait déjà dit quelque chose d'approchant avant le 1er août ; tantôt ça devait être une heure, tantôt 24 heures, finalement il n'y a rien eu ; aussi nous restons sceptiques. Après les débats, on peut se demander si la direction veut préparer une journée de lutte effective contre la bourgeoisie. Au premier plan de l'activité des organisations, disent-ils, doit se poser le mot d'ordre de « grève politique et revendicative de masses » ; mais certains d'entre eux ont déclaré que le centre de l'activité de la C.G.T.U. serait la lutte contre les opportunistes dans son sein. L'expérience des derniers mois est suffisante pour savoir quelle sera l'activité principale de la direction confédérale. Le C.C.N. de décembre avait donné comme mot d'ordre, la lutte pour l'augmentation des salaires. Qu'a fait la C.E. confédérale pour préciser ce mot d'ordre ? Quelles publications a-t-elle fait éditer, quels meetings ont été tenus

pour le diffuser ? Les seuls meetings furent ceux des services publics contre les directions de syndicats minoritaires. La seule publication fut le *Cri des Dockers* contre la direction fédérale des Ports et Docks. Pour la direction de la C.G.T.U., le 1er mai sera moins une lutte contre la bourgeoisie que l'occasion d'une attaque violente contre ceux qui ne sont pas dans la ligne. Des déclarations très précises ont été faites au C.C.N. que l'*Humanité* n'a pas reproduites dans son compte-rendu. Contre ceux qui se dressent contre les fautes de la direction, on emploiera « la force physique » (Bechet) et, d'une façon plus précise, « les manches de pioche » (Péjoux). Jusqu'à maintenant, dans le parti, on se faisait battre « idéologiquement » puis « organisatoirement » ; dans la C. G. T. U., ce sera « physiquement ». Ces procédés ont déjà été employés, une fois par Rivelli à Lille, une autre par les anarcho-syndicalistes à un C.C.N. et à un meeting à la Grange-aux-Belles. Dans les deux cas, la scission était proche. Aujourd'hui encore existe une atmosphère pareille, créée par la direction confédérale. Sa préparation du Premier Mai ressemble plutôt à une préparation de la scission.

Pour le 5e congrès de l'I.S.R., quelques rapporteurs ont fait des déclarations qui ne changent guère de l'ordinaire « Ce congrès est le plus important parce qu'il se tient pendant la crise. Il vérifiera les thèses du 4e congrès. Il orientera le travail vers les femmes, vers les coloniaux, vers les masses les plus exploitées... » Sur de pareils rapports, aucune discussion n'était possible. Et puis ce qu'il y a de plus singulier encore, c'est le choix des candidats. A part quelques fonctionnaires toujours prêts à prendre l'alignement, les délégués seront des ouvriers, désignés par de « larges assemblées ouvrières ». Pour décider de l'orientation du mouvement ouvrier international, il semblerait nécessaire de la part des délégués un certain nombre de connaissances. Tout ce qu'on leur demande, c'est de savoir parler en public de façon à pouvoir faire un peu d'agitation quand ils reviendront de Russie.

Des assemblées pour rien, sans discussion, sans vie. Ce C.C.N. est une illustration bien triste de la situation du mouvement ouvrier.

L'art des transitions

Comme la récente adresse du Comité Central Russe contre les excès de la collectivisation à la campagne, risque de rompre la série enthousiaste des résultats publiés, l'*Humanité* publie une grande page où la photographie de Staline est encadrée des plus plats et des plus chauds dithyrambes.

« Nous nous frottons les mains en songeant que les destinées de la Révolution sont plus que jamais confiées à un excellent pilote et que la voie suivie, dont nous apercevons nettement les étapes, est la voie léniniste de la collectivisation et de l'édification du socialisme. »

L'auteur de cette « analyse marxiste » définit en passant le bolchevisme comme « l'art de ménager les transitions » !

C'est, en effet, un art, que la direction actuelle a érigé à la hauteur d'une institution. C'est sans doute en vertu de cet art que l'*Humanité* recommandait chaudement à ses lecteurs, au cours de cette semaine, la lecture de la brochure de Roy, « La libération nationale des Indes », exclu de l'I.C., justement pour avoir fourvoyé le mouvement révolutionnaire hindou, à l'heure même où le prolétariat paie le prix des fautes de Roy et de l'I. C.

La « Lutte de Classes »

Le numéro 19 de *La Lutte de Classes* donne un ensemble d'études sur la situation internationale, indispensable aux militants :

M. SHACHTMANN : La lutte de classes dans la révolution hindoue.
PROMETEO : Faenza-Milan (La crise du fascisme italien).
L. TROTSKY : Du 3^e au 5^e Congrès de l'I. C.
J. GRAEF : La position de Marx dans la question syndicale et « la Révolution prolétarienne ».
A. ARIAT : Sociologie officielle et sociologie révolutionnaire.

Abonnements :

France : un an, 20 fr. ; 6 mois, 10 fr.
Etranger : un an, 30 fr. ; 6 mois, 15 fr.
Cpte chèq. post. : Naville 1333-80-Paris.
Prix du numéro : 64 pages, 2 francs.
45, boulevard de la Villette, Paris (10^e)

Souscriptions pour la «Vérité»

La *Vérité* continue à avoir besoin de l'aide de tous ses amis, tant pour les abonnements, la vente au numéro, que pour la souscription.

Que chaque camarade nous demande une feuille de souscription et la fasse remplir autour de lui ! C'est nécessaire à la vie de la *Vérité*.

L. (A.O.P.), 5 fr. ; Legel, 10 fr. ; D., membre du Parti, 50 ; Rollin, 2 fr. ; V., bureau gare de l'Est, 5 fr. ; Sarrette, 250 fr. ; un membre du 4^e rayon, 100 fr. ; P., 20 fr. ; Pér. reliquat abonnement, 2 fr N 15 fr.

Total : 414 fr.

ABONNEZ-VOUS!

SOUSCRIVEZ!

ECRIVEZ-NOUS!

Un héros de la bourgeoisie tchécoslovaque

MASARYK

La presse française et surtout celle de gauche exalte les mérites de Masaryk, président de la république tchécoslovaque.

En effet : il a bien mérité de la bourgeoisie.

Les leaders de la bourgeoisie tchèque étaient Kramarz, le leader de la petite bourgeoisie, Klofac, Svehla. Celui-ci, après la guerre président du conseil des ministres, organisait dès le début de ce siècle le puissant parti agraire qui, grâce à son appareil économique puissant (banques agraires, coopératives capitalistes, etc.) permet à la bourgeoisie agraire de dominer les campagnes.

Masaryk ne jouait avant la guerre aucun rôle politique. Il représentait les idées politiques des démocraties avancées (France, Angleterre, Amérique) ce qui paraissait extraordinaire dans l'atmosphère cléricalo-féodale de la monarchie des Habsbourg. Il ne représentait pas ces idées plus mal que n'importe quel Durand ou Dubois du parti radical-socialiste. Il était « laïque », mais non républicain, car il était leader du parti réaliste influençant certaines couches des intellectuels tchèques. Notre laïque adressa en 1915 un télégramme au Tsar l'assurant que le peuple tchèque s'estimerait heureux d'être gouverné par un prince de la maison Romanoff. Un peu plus tard, il envoya le même télégramme au roi d'Angleterre, en changeant le nom de la maison. Ce n'est qu'en 1916 qu'il devint républicain lorsque la révolution russe eut débarrassé le terrain. Après la guerre, il suivit l'évolution de la bourgeoisie et devint « républicain modéré » et consacra un régiment de cavalerie au Saint Venceslas, le saint national.

L'activité antisoviétique qu'il déploya en 1918, lors de son séjour en Russie, est bien connue des ouvriers : les légions tchèques - slovaques furent mises par lui au service de la contre-révolution. Elles combattaient à Kazan contre l'armée rouge et plus tard sous les ordres de l'amiral Kolitchak.

Avec fierté nous nous souvenons qu'une partie des légionnaires tchèques et slovaques comprit son devoir de classe, fraternisa et combattit dans les rangs de celle-ci.

Boris Savinkov avouait devant le tribunal révolutionnaire soviétique en 1924 avoir reçu de l'argent de Masaryk pour combattre les soviets. Masaryk confirme cela dans ses mémoires.

Pour tout communiste, son rôle contre-révolutionnaire est clair. Malheureusement les directions successives du parti communiste tchécoslovaque se sont révélées incapables de combattre l'influence de Masaryk qui est encore

grande parmi les membres du parti, surtout ceux de nationalité tchèque. Les centristes actuellement au gouvernement (Gottwald-Fried) se bornent à une agitation superficielle. Staline a là aussi prêté le flanc à la bourgeoisie, voici comment : en 1925 les *Isvestia* de Moscou écrivaient : Masaryk n'a jamais été un agent de la contre-révolution. L'on se figure avec quelle complaisance cela s'écrivait dans la presse bourgeoise.

La Tchécoslovaquie se forma à la suite de la victoire militaire de l'entente et aussi comme sous-produit de la révolution d'Octobre qui ébranla le monde.

La bourgeoisie tchèque occupe dans cette république « démocratique » les positions de la bourgeoisie allemande sous les Habsbourg. Sur 16 millions d'habitants, seulement 8 millions sont de nationalité tchèque ; 3 millions sont slovaques, et 3,5 millions allemands. Toutes les minorités nationales sont opprimées.

Masaryk aida puissamment la bourgeoisie à consolider ses positions. Après 1921 celle-ci passa à la contre-attaque.

Masaryk avait des vues plus larges que les autres leaders bourgeois ; il comprit que devant la menace du prolétariat, l'union de toutes les bourgeoisies était nécessaire, et réussit en effet à former en 1926 un gouvernement de coalition nationale.

Pour la classe ouvrière, le régime de Masaryk est caractérisé par une aggravation de ses conditions d'existence, par le chômage et la rationalisation. Les paysans pauvres et le prolétariat agricole sont plus que jamais sous le joug de la bourgeoisie agricole.

L'avant-garde communiste subit une forte répression. Interdiction de la presse communiste, défense de la vendre dans les kiosques, des centaines de militants sont dans les prisons.

Malheureusement le parti communiste se trouve, grâce à la politique fautive et stupide de ses dirigeants staliniens, dans l'isolement. La classe ouvrière ne réagit pas contre les persécutions de son avant-garde, les socialistes gagnent partout du terrain, malgré qu'ils soient un parti gouvernemental.

L'opposition communiste de gauche ne se réjouit pas de ce spectacle. Elle voit dans la bourgeoisie le principal ennemi, et combat la bureaucratie stalinienne parce que sa politique a conduit le parti dans cette impasse. Mais l'opposition est convaincue que les membres du parti comprendront tôt ou tard et chasseront cette bureaucratie pourrie.

Un correspondant tchécoslovaque.

EN ESPAGNE

(Suite de la page 1)

La situation en Espagne devient de plus en plus critique ; les socialistes et les anarcho-sindicalistes relèvent la tête et préparent de nouvelles trahisons et de nouvelles défaites au prolétariat ; celui-ci sent la volonté de s'organiser et de lutter : le P.C.E. se tait. Il n'a pas encore eu le temps — depuis deux mois — de publier un journal, légal ou illégal. Il a employé tout son temps et toute son activité à « préparer » la journée stalinienne du 6 mars. Et le résultat a été pitoyable : 60 arrestations et un blessé à Bilbao. Et, sauf quelques ouvriers à Bilbao et à Séville, personne ne s'est rendu compte de l'existence ni des buts d'une telle journée. Au moment où il faut réorganiser le Parti — et il existe une très grande possibilité de le faire — où il faut faire entendre la voix communiste parmi le prolétariat espagnol désemparé, où il faut démasquer les agissements des socialistes et des anarcho-sindicalistes, où il faut déterminer une ligne de travail syndical et l'appliquer, où il faut préparer de puissantes grèves — ces grèves sont prêtes à éclater presque spontanément parmi les mineurs et les

métallurgistes de la Biscaye et parmi les ouvriers du bâtiment de Séville, à part d'autres possibilités de grèves un peu partout — où il faut organiser les chômeurs, pénétrer parmi les masses paysannes, etc., le P.C.E., sous la responsabilité directe de l'I.C. de Staline, trouve le moyen de blesser un agent et de faire emprisonner les militants. On dirait qu'il se produit un déplacement dans toutes les tendances du mouvement ouvrier : les socialistes volent le programme démocratique bourgeois aux républicains, les anarcho-sindicalistes deviennent plus réformistes que les réformistes traditionnels du mouvement ouvrier eux-mêmes ; les communistes officiels adoptent l'ancienne tactique du terrorisme individuel des anarcho-sindicalistes...

L'Opposition communiste a une lourde tâche à remplir en ce moment en Espagne : tracer un programme communiste clair et juste, aider à la réorganisation du Parti afin qu'il soit préparé à remplir sa mission historique de guide du prolétariat à travers ses luttes prochaines. Elle n'y faillira pas. —

G.

En U. R. S. S.

Premiers flottements dans la nouvelle politique

La récente adresse du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S. a deux objets principaux. Elle fournit des directives dans la campagne de collectivisation paysanne et pour la lutte athéiste. Cette adresse vient rompre l'optimisme ascendant de la presse officielle, qui, chaque jour apportait les chiffres et les pourcentages des progrès de la collectivisation. Les lettres de l'U.R.S.S. reproduites dans la *Vérité* ont déjà établi quel était le caractère de la rentrée du koulak dans l'exploitation collective par les exemples d'égorgement du bétail et des déclarations du koulak considérant le kolkoze comme un asile. Mais cette critique attentive aux réalités de la lutte de classe n'est plus le fait des bureaucrates avides de publier des statistiques écrasantes.

L'adresse du comité central s'élève contre les méthodes de violence employées contre la classe paysanne qui, sous le couvert de la montée des chiffres, accumulaient et contenaient artificiellement les antagonismes de classe. Cette adresse marque-t-elle un changement de méthode devant des difficultés qu'on ne peut plus ignorer ? Annonce-t-elle déjà un zig-zag de l'appareil passé du « Face à la campagne » à la « liquidation de la N.E.P. » ? En tout cas, que peut-on attendre de directives contradictoires données sans analyse objective et sans étude concrète de ces phénomènes de classe qui imposent d'autant plus sûrement leurs lois qu'on prétend la leur imposer ?

La suite de l'adresse marque une volonté de conciliation non dissimulée envers les éléments aisés de la classe paysanne : la règle de non-admission des koulaks dans les exploitations collectives ne doit plus être appliquée strictement ; on peut admettre désormais, les membres des familles au sein desquelles se trouvent des partisans rouges, des soldats de l'armée rouge, des maîtres d'école dévoués au pouvoir soviétique, à condition qu'ils se portent caution pour les membres de leurs familles. La porte s'ouvre largement. Si l'on considère l'étude de L. Trotsky qui expose que par suite de l'insuffisance de la base technique des exploitations collectives, elles peuvent devenir le siège d'une renaissance cachée des koulaks, on peut se demander si ce « coude » de la stratégie bureaucratique ne fait pas un pas vers un cours boukharinien dans le kolkoze sous le couvert de la liquidation de la N.E.P. D'autant plus que l'adresse interdit la fermeture des marchés et prescrit d'autoriser les membres des organisations collectives à vendre leurs produits sur le marché.

D'autre part l'adresse prescrit de n'admettre la fermeture des églises qu'au cas où une majorité écrasante de paysans le désiraient véritablement. S'il ne s'agissait que de freiner la lutte mécanique contre la religion, on pourrait admettre — si prudent soit-il — ce paragraphe. Il aurait pour objet de mettre fin à des excès bureaucratiques qui peuvent dresser contre le régime les éléments arriérés de la classe paysanne. Mais publié au terme de l'offensive acharnée de tous les clergés de toutes les religions du monde contre l'U. R. S. S. et la dictature du prolétariat, il résonnera désagréablement comme un effet de la pression réactionnaire sur l'état révolutionnaire des ouvriers et des paysans. Il est d'ailleurs normal que l'appareil centriste qui, par sa mécanisation, s'est privé de l'influx révolutionnaire des masses, se trouve exposé d'avantage aux influences des courants de l'opinion publique extérieure, dont la bourgeoisie mondiale règle les organes.

POUR NOS CAMARADES ESPAGNOLS

Allegret, 20 fr.; Quatre camarades italiens, 30 ; Quelques jeunes oppositionnels (J. M. S. L. H. V.), 30 ; Flor, 20 ; Léon, 200 ; Nathalia, 200 ; Mark, 100 ; Shachtman, 20 ; Alice, 10 ; Gérard, 50. Total de la 3^e liste : 680 francs. Total général : 2.070 francs.

Les ouvriers communistes et l'opposition

A peu près dans le même temps que le Bureau politique stalinien faisait publier dans certains journaux de Leningrad une « information » insidieuse sur le prétendu sabotage d'un trotskyste, la *Pravda* publiait une lettre d'un correspondant qui est intitulée : « Le chant du cygne d'un groupe trotskyste ». L'auteur de la lettre, après quelques généralités sur la lutte du parti sur les deux fronts en venait aux faits :

« Ainsi par exemple il y a quelques semaines, lors de l'épuration du parti dans une cellule des ateliers de réparation du Belgosstroï (Minsk) on a découvert un groupe de trotskystes dont les membres se donnaient pour des partisans à cent pour cent, de la ligne du parti et menaient une lutte acharnée contre le parti. Le groupe a publié et distribué des tracts contre-révolutionnaires, recueilli des fonds pour le « fonds de lutte contre le parti », démoralisé les ouvriers communistes et sans-parti les moins fermes des ateliers. Ce groupe se composait entre autres, de membres du parti et de trotskystes déclarés qui, en leur temps, furent exclus du parti. Entre les « communistes » et les trotskystes, un traité de soutien réciproque était conclu. Ainsi les « communistes » de la cellule d'atelier ont tenté d'introduire dans le parti quelques éléments sans-parti de leur groupe. A leur tour ces derniers ne laissaient pas attaquer ces pseudo-communistes. Lors de la dernière épuration, par exemple, un certain trotskyste Reinzelberg, l'écume à la bouche, a défendu un membre du parti trotskyste clandestin, Bouslovitch. »

Puis le correspondant expose la découverte du groupe et la déclaration de reconnaissance de ses fautes du leader, du type bien connu des déclarations qu'on prête ou qu'on extorque aux oppositionnels.

Ce texte comporte un certain nombre d'enseignements. Il faut d'abord l'épurer de sa littérature « troisième période » plus copieuse que nutritive. L'épurer aussi des injures et des absurdités (le fonds de lutte contre le parti etc.). Il reste que dans le grand centre ouvrier de Minsk, parmi les cheminots, entre les communistes de la base, il s'était formé un groupe organisé à l'insu des fonctionnaires de l'appareil et qui luttait pour le programme de l'opposition. Les communistes de la cellule avaient constitué un front unique avec leurs camarades exclus et coordonnaient leur lutte contre le centrisme. Ainsi s'était formé spontanément une fraction clandestine qui rapprochait dans le travail communiste les ouvriers communistes de la base et les exclus — et ceci parmi les ouvriers du chemin de fer d'un grand centre industriel. La vie de ce petit groupe éclaira les rapports des ouvriers de la base avec les oppositionnels que la presse officielle s'époumonne à faire passer pour des contre-révolutionnaires. Elle montre encore par un exemple concret quel travail en commun rapproche les oppositionnels des ouvriers révolutionnaires de la base. L'exemple du correspondant indigné de la *Pravda* illustre le « front unique » vers lequel ont tendu les oppositionnels de gauche en Russie et que des journalistes ont pu qualifier de recul ou de capitulation.

A. Nikitine peut étaler son indignation. De pareils « chants de cygnes » ne peuvent résonner trop agréablement aux oreilles des bureaucrates de l'appareil. Et lorsque le correspondant Nikitine dans la suite de sa note déclare qu'il « devient incompréhensible que le groupe trotskyste ait pu exister et ait pu mener son activité désorganisée sans que les organisations locales en aient rien su » il ne fait que confirmer le caractère de regroupement qui, dans les centres ouvriers, appelle les plus avisés des militants ouvriers à s'unir pour un travail communiste avec l'opposition.

Ce prétendu chant du cygne nous porte la preuve que la pensée révolutionnaire de l'opposition russe est bien vivante.

Pour les jeunes

PROJET DE PLATE-FORME

Ce projet de plateforme est simplement une esquisse générale de la situation des J.C. dans le mouvement ouvrier en France et d'un examen succinct des tâches qui incombent aux jeunes militants. Chaque situation et chaque tâche seront étudiées séparément dans les numéros suivants de la *Verité* qui engagera la discussion autour de cet essai de plateforme pour l'action de tous les jeunes communistes. Les camarades exclus et membres des Jeunesses pourront participer à la discussion puisque notre journal leur sera ouvert. Et c'est après avoir discuté d'une politique claire que nos camarades se rallieront à une plateforme définitive, pour le redressement de la Jeunesse communiste. Les camarades adultes de l'opposition de gauche ont compris l'importance de la jeunesse, et c'est grâce à eux que nous pouvons ouvrir un large débat de clarification.

Le projet de plateforme a été rédigé collectivement par les camarades membres de la commission de la jeunesse groupant les exclus et les membres de l'organisation qui invitent tous les camarades à la discussion. — D. LEVINE.

Un trouble grave sévit au sein de la Jeunesse communiste. Le malaise qui a commencé en 1925, arrive maintenant à un point maximum. Le mouvement de la jeunesse s'effrite, son idéologie s'émousse sur des obstacles qu'on ne lui montre pas. L'organisation se replie sur elle-même et malgré ses appels creux n'arrive pas à entraîner la très importante couche des jeunes exploités. En 1930, la Jeunesse ne marque pas un progrès, mais un déclin consécutif à toute sa politique. L'organisation de la Jeunesse ne correspond plus aux besoins réels des Jeunes, et pourtant, dans cette période de regroupement des classes, son existence est indispensable.

Au lendemain de la guerre impérialiste et de la victoire retentissante du prolétariat russe, le mouvement de la Jeunesse communiste internationale connut un élan impressionnant et entraîna de larges couches de jeunes travailleurs, qui furent jetés violemment dans la bataille des classes en 1920 et 1921 pendant les grandes grèves qui marquaient une étape importante oubliée par nos jeunes théoriciens de la Fédération des Jeunesses. A la naissance du mouvement la J. C., inspirée en France par la tradition révolutionnaire et la lutte anti-militariste autour de Liebknecht, connut une immense sympathie et un grand enthousiasme dans la jeunesse ouvrière. Dans les années 1919-1920 des masses énormes de jeunes furent jetées dans la lutte quotidienne pour le pain.

Déjà pendant la guerre des quantités de jeunes durent entrer dans l'armée du travail pour subvenir au budget familial, pour remplacer ceux qui défendaient les coffres-forts. Aussi, en pleine crise capitaliste, une jeunesse ouvrière se forma, souffrant les dures lois économiques et politiques du capitalisme. Cette jeunesse qui assistait à une des phases des plus sanglantes de l'anarchie capitaliste, haït la guerre et se rassembla pour lutter contre elle sous le mot d'ordre de l'anti-militarisme. L'anti-militarisme, point de ralliement au lendemain de la guerre, créa un large mouvement de jeunes, sain et puissant, qui rompa avec les vieilles traditions anarchistes du passé. Au sein de ce mouvement la J.C. prend naissance et s'affirme dans sa lutte contre l'impérialisme.

L'Internationale Communiste des Jeunes fut fondée en 1919, au moment où les jeunes travailleurs, les jeunes soldats, se battaient en Allemagne dans le glorieux mouvement spartakiste. Ce mouvement des jeunes travailleurs allemands fut le centre d'action qui anima l'ensemble de la Jeunesse Communiste naissante.

Aujourd'hui, les tâches historiques de la Jeunesse communiste sont tout aussi vastes et urgentes. Mais aujourd'hui, hélas ! l'enthousiasme est mort, l'énergie et la foi sont tombées, car la bureaucratie a étouffé la théorie et l'action marxiste révolutionnaires. L'atmosphère est lourde. Les initiatives sont étouffées, la dégénérescence atteint les organismes vitaux de l'organisation. Quel recul ! Il faut que tous les jeunes ouvriers sachent comment le mou-

vement de la Jeunesse en est arrivé à ce point. C'est pour cela que le groupement de la Jeunesse oppositionnelle de gauche lance son appel aux jeunes travailleurs.

EVOLUTION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

La Jeunesse communiste, fondée pour défendre les intérêts particuliers des jeunes ouvriers, subit à sa formation l'heureuse impulsion du Parti. A l'origine, quand le Parti marchait dans la voie révolutionnaire, la jeunesse se développa très bien. Mais le premier cycle de l'activité de l'I.C. se termina en 1923, parce que la vague révolutionnaire que l'I.C. n'avait pas su utiliser à son point culminant reflua momentanément. Des crises internes secouèrent le Parti. La réaction contre la bureaucratie en 1923 et l'échec de la révolution allemande se répercutèrent sur le mouvement de la J.C. A la stagnation idéologique du Parti correspondait un malaise aggravé dans les Jeunesses. En U.R.S.S., la jeunesse ne put résister longtemps à la poussée de la bureaucratie nouvelle qui leva la tête après la disparition de Lénine.

Dans sa première crise, la bureaucratie brisa violemment la résistance dans les Jeunesses, notamment en U.R.S.S., où celle-ci comprenait, dans sa majorité, et adoptait les principes préconisés par Trotsky dans *Cours Nouveau*, qui devait assurer une fusion féconde et harmonieuse entre les jeunes militants et les anciens cadres du Parti Bolchevik. Ensuite, la crise de « bolchevisation » de 1924-1925, puis l'étalage d'opportunisme en 1926-1927 (grève générale anglaise, révolution chinoise) qui sévirent dans le Parti eurent une répercussion mécanique aggravée dans les Jeunesses. Sous les phrases de gauche, sous le masque du léninisme vivant, c'est une génération de bureaucrates verbeux qui prit possession des organisations dévastées des Jeunesses.

La J.C., paralysée par la bureaucratie ne sut pas réagir. Sa structure organique, copiée sur celle du Parti, l'empêchait de former et d'éduquer des combattants. La lutte directe par les groupes de travail ou cellules est indispensable, mais ne peut pas se faire sans une éducation qui mène les Jeunes vers une vie politique active, et forme de vrais communistes.

Les bureaucrates se bornèrent à cuisiner des jeunes militants à la petite semaine en les bourrant de textes tronqués, dans des écoles fonctionnant mal et copiant les méthodes de l'enseignement de la bourgeoisie. On installa dans ces écoles soi-disant « léninistes », des professeurs qui écrasèrent les élèves de citations de Lénine, tronquées et dépouillées de tout contexte. Ce n'est pas le marxisme qu'on enseigna à la J.C., mais des phrases ronflantes et vides de sens, d'où le faible niveau idéologique des Jeunesses.

La falsification de l'enseignement théorique devait fatalement aboutir à la faillite de l'organisation comme chef politique de la Jeunesse ouvrière.

LA JEUNESSE COMMUNISTE DEVANT LES JEUNES TRAVAILLEURS

L'influence des J.C. sur les masses doit se manifester dans les luttes économiques et politiques et dans les tâches spéciales sur l'antimilitarisme et l'éducation. Actuellement, malgré une agitation de surface, l'organisation des Jeunesses ne peut accrocher les masses de jeunes travailleurs les plus exploités, et c'est le recul absolu sur tous les terrains.

Dans les luttes économiques la J.C. n'a qu'un rôle secondaire, s'agit stérilement autour d'une politique erronée et sectaire au lieu de tenter de créer au sein de la C.G.T.U. un fort courant de jeunes syndiqués. Elle prétend faire une haute politique par l'intermédiaire des cellules et aboutit en réalité à liquider le mouvement syndical déjà presque inexistant, à affaiblir les J. C. qui ne peuvent plus recruter, faute d'agir correctement dans les mouvements revendicatifs des jeunes ouvriers.

La jeunesse doit trouver ses propres formes d'agitation et de lutte et non copier celles du Parti.

(La suite paraîtra la semaine prochaine.)

Dans les jeunesses Lettre de l'U.R.S.S.

APRES LE 6 MARS

Le mot d'ordre des manifestations pour le 6 mars n'eut aucun écho chez Morane ; aucune défection ne fut enregistrée, le travail fut accompli normalement, aucune tentative de débrayage ne fut faite.

Beaucoup d'ouvriers ne furent pas touchés par les mots d'ordre du P.C. ; ceux qui les connaissaient ne sentirent pas la nécessité de manifester. Il faut dire qu'aucun travail ne fut fait, la rapidité avec laquelle le P.C. lance ses mots d'ordre ne permet pas de faire un travail en profondeur ; d'ailleurs, aucune réunion ne fut prévue pour donner des directives aux camarades, susceptibles de faire quelque chose dans leurs boîtes.

La manière anarchique dont fut organisée cette journée fut la cause principale de cet échec.

Un correspondant du 33 rayon des Jeunesses.

La journée du 6 mars fut un échec ; pour la France, les objectifs fixés par le P.C. ne furent pas atteints, contrairement à ce que prétend l'Humanité.

Ce mot d'ordre n'étant pas adéquat à la situation économique, ne pouvait être compris des masses, même s'il avait été bien préparé.

Pour faire une bonne préparation, il aurait été nécessaire que les membres du parti en ressentent la justesse les premiers, ce qui n'a pas été ; ils se sont contentés d'accepter passivement ce mot d'ordre.

En dehors du bâtiment toujours sur la brèche, le prolétariat n'a pas répondu.

A défaut de manifestations de masses l'Humanité se consolait le lendemain en déclarant que le déploiement des forces policières était la preuve que notre mot d'ordre avait porté et que les ouvriers avaient compris.

Il est assez étrange de vérifier la portée de nos mots d'ordre d'après le nombre de flies dans la rue.

Si Tardieu comprend nos mots d'ordre cela ne veut pas du tout dire qu'il en est de même pour les ouvriers, car alors ils sortiraient dans la rue aussi.

Un jeune correspondant sympathisant du 1^{er} rayon des Jeunesses.

Le 6 mars, je suis descendu sur le boulevard et j'ai constaté que les taxis n'avaient pas répondu à l'appel du Parti ; j'ai constaté aussi que certains chantiers importants n'étaient pas fermés, contrairement à l'habitude des gars du bâtiment qui sont toujours en avant dans les manifestations du P.C.

J'ai gagné la gare du Nord où les manifestations étaient prévues vers 6 et 8 heures, en liaison avec les ouvriers. Et là encore j'ai pu constater que quelques camarades seulement avaient répondu à l'appel du Parti, mais les manifestations n'eurent pas lieu. Non seulement il y avait une faute importante d'organisation — plusieurs manifestations au même endroit à des heures différentes — mais même les cellules intéressées n'étaient au courant de rien.

Les camarades du Parti qui n'ont pas su mobiliser leurs membres ont été également incapables d'organiser les sympathisants autour des mots d'ordre du 6 mars. Ils n'ont pas su expliquer aux ouvriers ce que devait être cette journée. Et les mots d'ordre lancés par le Parti, ne correspondant pas à la situation des ouvriers, ceux-ci s'en désintéressèrent complètement.

La journée du 6 mars montre que les dates des calendriers ne correspondent pas toujours aux situations réelles et ce n'est pas parce que nos copains du bâtiment manifestent avec vigueur à la Grange-aux-Belles que la journée est un succès. Ce fut hélas ! le contraire, et aussi la preuve que le fossé s'élargit entre nous et la classe ouvrière.

Un militant du 8^e rayon des jeunesses.

Janvier 1930.

A propos de nos tâches, tactiques immédiates, notre opinion est la suivante : il est de toute nécessité que Racovsky, Mouralov-Cassior et les autres camarades fassent, au nom de toute l'opposition, une déclaration au 16^e congrès. Cette déclaration doit être adressée aux masses, par-dessus la tête de la direction. Le sens de la déclaration doit être : expliquer la déclaration précédente et répondre aux bureaucrates de l'appareil ; dissiper les illusions possibles sur le centrisme, dénoncer une fois de plus le caractère du centrisme — en particulier, en ce qui concerne le problème ouvrier, le régime du parti, et les problèmes de l'Internationale communiste.

Le centrisme n'a aucunement changé, il est resté fidèle à sa propre nature, ne faisant que se voiler d'un tapage de presse « gauche ».

En ce qui concerne les problèmes internationaux : nous vivons encore dans une période de réaction, tirant à sa fin. Nos tâches : reconquérir les positions perdues ; organiser et préparer systématiquement le prolétariat pour les combats prochains. Démontrer la nocivité et la bêtise des politiciens de haute-volée, découvrant aujourd'hui une situation révolutionnaire, pour pouvoir demain, s'y étant brûlé les doigts, lui tourner le dos, lorsqu'elle le sera véritablement. Dénoncer les causes des fiascos de toutes les journées rouges ; faire le total de toute la « bolchevisation » de l'I. C. et, en premier lieu, combattre l'anti-internationalisme, de la théorie pernicieuse du socialisme dans un seul pays — dénaturant la signification mondiale de la Révolution d'Octobre et donnant naissance chez nous, à l'aventurisme économique. De nouveau mettre en avant le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe.

Il faut, dans notre déclaration, dire toute la vérité au parti et à la classe ouvrière. Il faut la prévenir contre la crise qui menace et qui est, aujourd'hui plus que jamais, très proche. Une infime minorité tend à faire des concessions au centrisme, lors du 16^e congrès. Leur voie n'est pas la nôtre. Sans une poussée de la base, nous n'influerons pas sur le centrisme. Cette « poussée » doit être préparée, c'est en cela que consiste le problème.

Un des moments les plus sérieux apparaît être à la campagne, la ruée dans les kolkhoz. Cela s'explique en grande partie par la possibilité de fuir ces difficultés, d'utiliser les crédits, les machines, etc... Il faut actuellement plus que jamais des unions de paysans pauvres. Seules ces unions, avec une direction juste, peuvent être capables de donner un net caractère de classe aux kolkhoz et orienter le mouvement sur notre voie.

L'appareil, n'agissant que par des mesures administratives et du battage de presse, peut faire des kolkhoz le contraire de ce qu'il faut. Ils pourront devenir le point d'arrivée et l'organisation de tous les éléments ennemis de la campagne contre nous. Le mouvement koulak croît sans contredit. Un sérieux avertissement est déjà donné par le fait qui s'est produit dans la région d'Ivanovo-Vosnessenk, où la foule des paysans alla, sous l'influence directe de koulaks, rosser les communistes.

Il est urgent et important d'analyser les causes de l'antécédent massif du bétail. Malgré une certaine détente de la crise du blé et une amélioration dans l'approvisionnement en viande, le salaire réel de l'ouvrier ne présente aucun symptôme d'une hausse quelconque. Il faut prêter une attention toute particulière à l'état d'esprit du prolétariat. De son mécontentement tirent déjà profit les mencheviks...

En ne cessant de porter ses coups contre l'opposition léniniste, le centrisme a favorisé et facilité la possibilité qu'ont tous les éléments anti-soviétiques de relever la tête. Sur ce côté de la question — la résistance à la contre-révolution — il faut attirer l'attention de l'opposition tout entière. Il faut mener une lutte impitoyable contre ces éléments, les social-démocrates jusqu'aux droitières dans le parti !

...Toute la politique centriste, avec son aspect « gauche » actuel, se transforme de plus en plus en une aventure bureaucratique. Les contre-révolutionnaires mobilisent rapidement leurs forces, et la politique du centrisme leur fournit des cadres. C'est pourquoi il faut dire brutalement toute la vérité, et poser ainsi le problème, afin que chaque camarade le comprenne : changer le cours du parti, ou c'est le triomphe de la réaction...

Un ouvrier.

LE MOIS ÉCONOMIQUE

Le développement de la crise

Les débats dans le parti communiste et la C.G.T.U. tournent actuellement autour du problème de la crise économique qui est à l'ordre du jour de la bourgeoisie française et internationale.

Mais qu'est-ce que le Parti a fait pour éclairer sérieusement les ouvriers à ce sujet ? Rien. Le point de vue de la direction est très simple ; pour elle la question est résolue d'avance, il n'y a donc pas besoin de l'étudier. Voici ce qu'affirment les *Cahiers du Bolchevisme* : (N° spécial janvier 1930 p. 12) : « Dans cette situation apparaît plus précise que jamais la menace de la guerre prochaine. En effet est-il possible de penser qu'une crise mondiale de surproduction puisse évoluer « pacifiquement », comme les crises d'avant-guerre, dans l'état actuel de déséquilibre du monde ? Une crise mondiale de surproduction ne peut être que la raison immédiate du déclenchement de la guerre ».

Que vaut cette affirmation ? Absolument rien. Elle est seulement destinée à prouver que nous sommes dans la « troisième période » et dans la phase de crise définitive du capitalisme qui précède immédiatement l'offensive prolétarienne pour la prise du pouvoir. Mais en réalité les faits ont déjà montré que, malgré sa crise chronique existant depuis la guerre impérialiste, le capitalisme pouvait encore surmonter une crise de surproduction sans déclencher de guerre ; ce fut lors de la crise de 1921, crise de surproduction beaucoup plus aigue que celle que traverse actuellement le capitalisme.

Il faut donc repousser les affirmations gratuites de la direction du Parti. Il faut comprendre, d'après le déroulement des faits, le sens de la crise, afin d'en dégager avec certitude les conséquences utiles à la lutte prolétarienne.

Le rôle des Etats-Unis dans la crise

Les caractéristiques de la crise sont la surproduction générale, la dépression des prix et des marchés, entraînant une stagnation des mouvements commerciaux, des faillites, un accroissement du chômage, à l'échelle internationale. Naturellement ces phénomènes ne se produisent pas avec une régularité absolue ; ils sont modifiés suivant l'état du marché et les conditions particulières des différentes économies nationales. Il est évident que la crise ne peut pas se dérouler de la même façon ni avoir les mêmes répercussions aux Etats-Unis, en France, ou en Allemagne.

Le nœud de la situation se trouve aux Etats-Unis. Par leur situation privilégiée sur le marché mondial, à tous points de vue (matières premières, produits fabriqués, capitaux) les Etats-Unis déterminent l'allure de la crise dans le monde entier. La façon dont les Etats-Unis sauront traverser la crise aura une répercussion immédiate sur l'économie des autres impérialismes, d'autant plus qu'ils chercheront à faire payer à leurs concurrents les frais des plus lourds. Sous cet angle, l'administration de Hoover mène une politique très risquée : pour enrayer le chômage (qui dépasse déjà 5 millions de travailleurs), pour maintenir malgré la dépression des prix de gros l'activité du commerce, elle force la production. Alors que la crise a déjà obligé la production industrielle à se stabiliser momentanément (même à reculer légèrement dans quelques branches) dans les grands pays d'Europe, aux Etats-Unis elle augmente. D'après le dernier rapport du Federal Reserve Board, la production industrielle s'est accrue, en janvier, de près de 4 pour cent, particulièrement pour les automobiles, l'acier, les textiles de coton, les chaussures, etc... Il est certain que des stocks doivent se constituer ; le capitalisme américain essaie en même temps de regonfler le marché des valeurs, de ranimer le crédit, et bien entendu d'aug-

menter les exportations. (Entre parenthèses on comprend pourquoi, dans la situation actuelle la « trêve douanière » a été si promptement enterrée.) On ne peut pas prévoir exactement quelles seront les prochaines répercussions de cette politique. Il est certain que la crise persiste. Malgré les efforts d'Hoover le niveau des cours à la Bourse de New-York ne parvient pas à s'élever sensiblement, et la crise agricole est toujours aussi menaçante. Un journal américain précise ainsi la situation :

« Seule une mauvaise récolte ou un miracle peut sauver les Etats-Unis d'une crise catastrophique. »

La dépression du marché de gros international suit toujours la dépression américaine. Pour les deux derniers mois l'indice s'établit ainsi :

	janvier	février
France	85,2	83,8
Angleterre	86,9	85,1
Allemagne	98,8	96
Italie	69,3	68,1
Etats-Unis	93,9	92,6

La caractéristique actuelle de la crise, c'est à la fois sa permanence, et son aggravation très lente et très mesurée. Il est certain que les capitalistes n'ont pas encore perdu tout espoir de sortir de la crise après une période d'oscillations, de marasme, mais non de catastrophes. Le chômage international, qui prend un relief particulier durant la crise n'est cependant pas tout nouvellement apparu. Depuis le krach de New-York, il a sensiblement augmenté aux Etats-Unis, ainsi qu'en Allemagne, alors qu'en Angleterre il reste à peu près stationnaire. Mais ses conséquences économiques (notamment l'appauvrissement du marché intérieur) se faisaient déjà sentir avant la poussée de la crise, car il ne faut pas oublier que la crise actuelle survient sur un fond d'insécurité permanente (et notamment de chômage) dont le capitalisme ne peut plus sortir. Aussi l'augmentation du chômage ne peut pas être une raison décisive de la précipitation de la crise. Le résultat obtenu par la journée du 6 mars a montré clairement que la grande masse des chômeurs subissait la crise sans en tirer les conséquences révolutionnaires.

La situation de l'impérialisme français

L'impérialisme français se considère évidemment comme dans une situation privilégiée par rapport à la crise mondiale, et effectivement il est dans une situation particulière ; rien que par le fait qu'il ne subit qu'un chômage insignifiant. Cependant, bien que sa situation soit relativement privilégiée, il reste intimement dépendant de la situation du marché mondial, et par conséquent de l'évolution économique aux Etats-Unis. C'est par cette contradiction que l'on peut saisir les particularités de la crise en France. Il ne faut pas tracer un schéma général abstrait mondial, que l'on réduit ensuite à la mesure de chaque pays, à la France comme à l'Allemagne ou l'Angleterre. Il faut comprendre quelles sont les forces qui déterminent en premier lieu l'allure générale de l'évolution, et ensuite analyser quelles sont les oscillations secondaires, les « interférences », qui traduisent la marche de la crise dans le cercle particulier de chaque économie impérialiste. Le « marché mondial » n'est pas une notion abstraite, superposée à toutes les contradictions économiques des impérialismes ; c'est au contraire la résultante directe des enchevêtrements qui résultent des luttes économiques des impérialismes suivant une orientation déterminée par un impérialisme ou un groupe d'impérialismes.

Ainsi la France ne peut pas échapper aux effets de crise mondiale, mais elle est dans une posture relativement satisfaisante pour pallier à ses effets immédiats.

La dépression des prix de gros, le marasme du marché financier et commercial se prolongent, malgré les appels à la prospérité de Tardieu. En somme la crise mondiale vient se jeter en travers de la conjoncture ascendante de l'économie française dans ces dernières années. Cette conjoncture ascendante se marquait principalement par un élargissement du marché intérieur, une augmentation générale de la production, des émissions croissantes de capitaux et de placements à l'extérieur, etc... Mais déjà des difficultés sérieuses se faisaient sentir sur le marché mondial, dans la balance du commerce. Ce sont ces difficultés qui sont multipliées aujourd'hui par les effets de la crise mondiale.

Les aspects positifs de la situation de l'économie française actuellement sont les suivants :

1) L'organisation des exportations. D'abord au point de vue des placements de capitaux à l'extérieur. Ensuite au point de vue de l'exportation de produits agricoles (tentative de remède à la crise), et industriels.

2) Développement de la rationalisation, concentration et participation aux ententes internationales, diminution des impôts et en même temps maintien du bas niveau des salaires.

3) Organisation du marché intérieur. Travaux d'aménagements prévus par Tardieu, en France et aux colonies. Politique douanière renforcée.

A part le textile, qui est depuis de longs mois en état de crise, l'ensemble de la production industrielle et agricole a progressé, ou s'est maintenu au niveau atteint. En ce qui concerne les produits agricoles la surproduction a même amené une crise très vive, notamment pour les vins. A tel point que les producteurs estiment que les inondations du midi peuvent avoir une excellente répercussion sur la crise : « La prospérité à la un argument de plus en faveur de la reprise des cours ». Du reste les inondations du Midi n'aideront pas que les viticulteurs : elles élargiront aussi le champ d'action des travaux publics entrepris par Tardieu, en nécessitant la reconstruction de certaines de maisons et d'usines. Naturellement ce sont les entrepreneurs et les grands producteurs qui y trouveront leur bénéfice, au détriment des travailleurs ruinés, endettés, et en chômage. En tout cas cet exemple montre comment les catastrophes peuvent servir momentanément le capitalisme au cours de ses crises ; non seulement la surproduction force les producteurs à accumuler des matières nécessaires à la vie des masses (blé, coton, etc.), alors que des millions de chômeurs sont privés de tout, mais encore les destructions de matières premières et de produits fabriqués — dans les inondations, les incendies ou les guerres — qui ruinent les ouvriers ou les petits propriétaires, permettent aux capitalistes d'écouler leurs stocks et de faire reprendre avec force la production. L'Europe Nouvelle écrivait récemment : « Faudra-t-il encore penser longtemps que, pour espérer remettre les maisons debout, il n'y a qu'à compter sur un tremblement de terre ? »

Le trafic et les recettes des chemins de fer indiquent aussi que la crise n'a pas encore atteint une grande profondeur. Pour janvier et février les 7 grands réseaux enregistrent une augmentation de recettes d'environ 5 p. cent par rapport à la période correspondante de 1929. Pareillement la statistique des wagons chargés accuse une augmentation de plus de 8 p. cent sur la même période (janvier-février) de 1929.

On pourrait noter de nombreux autres indices qui montrent dans la stagnation même due à la crise mondiale (surtout sensible ici à la Bourse) les éléments d'une conjoncture qui reste

assez stable. Par exemple le développement de l'épargne, les bénéfices réalisés par les grandes sociétés industrielles et bancaires, etc...

Les difficultés immédiates

Naturellement, tous ces aspects positifs et ces tendances à une amélioration de la conjoncture, sont sapés et continuellement minés par des tendances contraires qui l'emportent actuellement, et qui peuvent, si la pression extérieure l'impose, déterminer une crise radicale. Cela se fait surtout sentir dans les échanges extérieurs.

Le marché intérieur ne peut s'élargir indéfiniment. Plus est forte la surproduction, plus devient nécessaire l'augmentation des exportations. Enfin, on ne peut résister indéfiniment à la pression ouvrière pour l'augmentation des salaires.

L'état de la balance commerciale pour janvier 1930 montre que c'est toujours dans le domaine des échanges extérieurs qu'est le point faible de l'impérialisme français, autrement dit que c'est sa capacité de concurrence qui a le plus à souffrir de la crise générale — et du développement des impérialismes rivaux. Pour janvier 1930 les importations ont été de 4.777.565, alors que les exportations n'atteignaient que 3.714.387. Cela fait un déficit de plus d'un milliard. En janvier de 1929, le déficit avait été de plus d'un milliard et demi. Il y a donc plutôt diminution. Mais il faut se rappeler qu'en 1928, le déficit total a été de 2 milliards, en 1929 de 8 milliards et que si justement cette courbe continue à se poursuivre, le déficit peut dépasser en 1930 10 à 12 milliards. La diminution des importations qu'on observe par rapport à janvier 1929 est d'ailleurs due à la crise générale du marché, car c'est l'importation de matières premières qui a reculé alors que celle des objets fabriqués a augmenté. De même les exportations ont reculé légèrement par rapport à 1929, et ce sont aussi les matières premières qui sont restées dans le pays alors que l'exportation d'objets fabriqués a très légèrement augmenté. Cette faiblesse dans les échanges de matières premières nécessaires à l'industrie montre que des stocks existent aussi bien en France qu'aux Etats-Unis, et que la concurrence pour les marchés ne peut qu'en devenir plus âpre au fur et à mesure que durera et s'amplifiera la crise.

La crise du textile, la rationalisation qui se poursuit, à quoi sont venues s'ajouter les inondations du Midi, ont déterminé un léger chômage partiel. Mais ce phénomène ne ressemble en rien au chômage massif de l'Allemagne ou des Etats-Unis. Du reste il semble bien qu'il peut n'être que passager. Le patronat fait toujours appel à la main d'œuvre étrangère, et les perspectives dans les grands travaux d'aménagement, le bâtiment, les constructions navales et de matériel roulant, semblent devoir enrayer une crise de chômage naissante.

En somme l'étape actuelle dans le développement de l'économie française est caractérisée par une conjoncture ascendante, enrayerée, sapée et peut-être ruinée pour longtemps par la crise mondiale de surproduction dont les racines sont aux Etats-Unis. D'autre part cette pesée de la crise mondiale coïncide avec une difficulté croissante de la France dans sa capacité de concurrence. C'est l'entrecroisement de ces trois éléments qui détermine les oscillations, les essais de reprises, et en fin de compte le marasme de l'économie.

Il ne s'agit pas encore d'une crise catastrophique, et surtout à aucun degré d'une crise devant fatalement et « immédiatement mener à une guerre. »

Dans les produits chimiques

L'Assemblée générale du syndicat unitaire de la céramique et des industries chimiques de la région parisienne a eu lieu dimanche dernier pour discuter de l'ordre du jour du congrès de la Fédération qui se tient à la fin du mois. Peu de présents, une soixantaine sur près de 1.400 adhérents. La fraction du P.C. avait rassemblé le maximum de ses forces car il s'agissait de battre le secrétaire fédéral, Chabanon, et le secrétaire du syndicat, Bloquer, coupables de ne plus être dans la ligne ; on y vit des syndiqués depuis un mois, qui ne furent pas parmi les moins ardents partisans de la direction confédérale. Où seront-ils dans quelques mois ? Au début de la réunion, le président, membre du parti, proposa que les charbonniers, dont la section technique passa avec l'assentiment de la C.G.T.U. des Ports et Docks aux Produits Chimiques, il y a quelques mois, fussent privés du droit de vote ; cela pourrait sembler étrange de la part de ceux qui font appel aux non syndiqués, mais s'explique fort bien quand on sait que les charbonniers ayant mené il y a un peu plus d'un mois une grève victorieuse avec l'appui de la direction du syndicat lui était favorable. La proposition fut peu goûtée et le délégué de la C.G.T.U. n'osa pas insister ; elle ne fut pas mise aux voix.

Commentant le rapport moral, Chabanon souligne que le Bureau confédéral n'a pas tenu les promesses faites à la Fédération ; la V.O. a saboté la publication d'un rapport sur les maladies professionnelles que Monmousseau estimait trop technique et non susceptible d'intéresser les ouvriers. Sémat, délégué de la C.G.T.U. confirma cette opinion : les travailleurs des industries chimiques ne sauraient s'intéresser à connaître les maladies que pouvaient leur causer les produits qu'ils fabriquaient ; pour les congrès d'usines dans le Nord et dans le Rhône, la Fédération a été mise de côté. Malgré cela, elle est passée de 1928 à 1929, de 4.500 membres à près de 9.000. Chabanon, démissionnaire du parti, déclara rester communiste, mais ne pas vouloir accepter des procédés malhonnêtes contre des adversaires de tendance. Le petit nombre de camarades qui assistent maintenant aux réunions est dû à une situation et à une politique de la C.G.T.U. dans laquelle les ouvriers n'ont plus la même confiance qu'il y a quelques années. Au C.C.N., des menaces précises de violence ont été faites à la minorité ; on veut chasser de la C.G.T.U. tous ceux qui ne sont pas d'accord. « Nous serons battus, mais nous nous retrouverons dans nos syndicats où nous nous opposerons à la liquidation de la C.G.T.U. » Les discours de Sémat (C.G.T.U.) et Béchet (20^e U.R.) comportèrent les traditionnelles déclarations : masses les plus exploitées, radicalisation, etc... On associa la direction à Chambelland alors que Chabanon déclara ne pas partager les opinions du *Cri du Peuple*, cela parce qu'il avait pris l'apéritif avec Engler à la sortie du C.C.N. ! Peu d'intervention de syndiqués ; la remarque faite par Frank que ceux qui avaient perdu 150.000 adhérents en deux ans étaient peu qualifiés pour donner des leçons, déplaça fort à un bureaucrate de la main-d'œuvre coloniale ; dire que la mauvaise politique de la C.G.T.U. en était la cause fut considérée comme démagogique. Le vote sur le rapport moral, condamné par la C.G.T.U., donna 28 pour et 31 contre. Les quelques « syndiqués d'assemblée générale » qui avaient leur carte depuis un mois (ils furent plus habiles que ceux qui se présentèrent à la réunion pour adhérer et voter) donnèrent une majorité à la direction confédérale. Ensuite, Marie Bréant donna lecture d'une liste bien étudiée de candidats à la C.E. de la Fédération ; il s'agissait d'emporter un vote à l'eshouffle ; mais cela ne passa pas si facilement et, vu l'heure tardive, une nouvelle assemblée aura lieu dimanche prochain.

F.

LA VERITE
paraît tous les vendredis

Congrès, tendances dans les P.T.T.

Dans le N° 23 de la *Vérité*, j'ai examiné rapidement le travail syndical du P.C. dans la F.P.U. et les résultats de ce travail.

Je tiens à y revenir et à étudier la préparation du 1er mai dans les P.T.T. et celle des congrès prochains, ainsi que la position des minoritaires de la F.P.U. ; je tiens aussi à renvoyer les camarades à l'article précité pour la première partie du bilan du travail dans la R.P. ; voici la seconde :

Conférence d'information du 7 février : une centaine de camarades devant lesquels Grandel développa le tiers du plan distribué, supprimant ainsi toute possibilité de discussion.

Meeting du 19 février à la Maison des syndicats : quelques centaines de postiers y assistaient ; cependant, pour *La Bataille*, ce fut un *beau Meeting* ; tout va bien, les postiers votent tous les ordres du jour qu'on leur propose, l'influence est grandissante bien que l'affluence des camarades soit très discutable.

Conférence d'information du 11 mars : une soixantaine de militants... et, dans les groupes, bien peu de camarades suivent les réunions.

Une autre face de ce bilan nous est présentée par l'article de Jeanne dans le *Cri du Peuple* du 5 mars :

« Timbres pris, année 1929, pour la région parisienne : 32.000, ce qui donne 3.250 adhérents avec une moyenne de 10 timbres. »

Pour la France entière, il y avait à fin décembre, commencement janvier 99.000 timbres placés et le dictateur de la Fédération pensait qu'il en serait définitivement pris environ 110.000 ce qui donne 11.000 adhérents avec 10 timbres par an. »

Les chiffres donnés par Jeanne n'ayant pas été contestés depuis, il y a lieu de les croire exacts.

L'optimisme béat des responsables est-il de rigueur devant cette régression indiscutable des effectifs et de l'influence de la F.P.U. ?

C'est le moment choisi par la direction fédérale pour présenter le principe d'un arrêt de travail le 1er mai ; un congrès de tous les services de la R.P. doit se tenir à Paris, le 6 avril, afin d'envisager cette question ; il faut espérer que les délégués apporteront réellement le reflet de l'état d'esprit dans leurs services afin qu'on n'en arrive pas à décider, coûte que coûte, une action irréfléchie et dont les conséquences seraient exceptionnellement graves.

Il faudra, à ce congrès, étudier les rapports des forces entre unitaires et autres syndicats afin d'évaluer justement l'influence de chacun, afin d'en dégager les possibilités d'action et sa décision devra s'inspirer de ce principe : *Savoir ce que l'on peut faire le 1er mai, et ne faire ni plus, ni moins.*

Nos camarades auxiliaires de la région méditerranéenne ont voté le principe de la grève, et je veux croire que c'est après avoir constaté dans la région, une situation adéquate.

Pour les prochains congrès de la F.P.U. il faut indiquer que le congrès national aura lieu dans la 1^{re} quinzaine de mai ; un copieux ordre du jour désordonné a été publié par le *Travailleur* ; un congrès de la R.P. doit précéder celui-ci d'environ un mois ; quel est l'ordre du jour de ce congrès ? Quand aura-t-il lieu ? quand les groupes pourront-ils discuter les rapports d'activité, financier, etc... ? Ou bien, a-t-on l'intention de substituer purement et simplement le congrès des services (pour la préparation du 1er mai) au congrès de la région parisienne de la F.P.U. ?

Ce serait un peu fort ; que les responsables prennent note qu'il y aurait des protestations.

Je veux revenir sur l'article de Jeanne qui, après avoir exposé la situation dans les P.T.T. tire des conclusions... faussées pour les besoins de la cause de « l'indépendance du syndicalisme » et du « P.O.P. ». (*Ca ira*, n° du 2e janvier : Jeanne apporte son concours).

Jeanne devrait nous dire comment ses camarades et lui, accordent leur sympathie au mouvement communiste, leur conception du « syndicalisme révolutionnaire », et leur concours à l'électoratisme du P.O.P.

Jeanne devrait nous dire si c'est au nom du syndicalisme révolutionnaire qu'il défend Piquemal qui n'a jamais été ce que

Le Parti contre la Fédération de l'Enseignement

Dans la Fédération de l'Enseignement, comme dans d'autres fédérations qui ont repoussé l'activité de Monmousseau, Gilton, etc., la situation est grave. On veut rendre la vie impossible à la Fédération dans le cadre de la C. G. T. U.

D'autre part, le parti a engagé une action bureaucratique pour exclure du Parti tous les camarades de l'Enseignement, membres du P.C., qui soutiennent la majorité fédérale. L'article ci-dessous dénonce clairement les méthodes employées par les dirigeants du Parti.

Nous appelons les camarades de l'Enseignement à réagir avec vigueur, et avec décision. Les dirigeants comptent sur la lassitude et le dégoût de ceux qu'ils veulent exclure. Ils font un faux calcul. Les camarades devront s'organiser en s'appuyant sur l'opposition communiste et résister ainsi aux manœuvres des dirigeants.

Les camarades exclus ou démissionnaires, ne doivent pas quitter la lutte, mais la continuer hardiment. Il faut qu'ils comprennent clairement la nécessité de lutter avec l'opposition communiste. C'est autour d'elle, et d'elle seule que peuvent et que doivent s'organiser les forces qui veulent enrayer la liquidation du communisme poursuivie par la direction du parti et par les syndicalistes purs ou « P.O.Pistes ».

La *Vérité* développera sans répit son action dans ce sens.

LA VERITE.

Pour avoir refusé de se plier aux exigences inadmissibles de la direction du Parti, de nombreux militants ont été traduits devant sa juridiction.

Aulas, secrétaire fédéral, Bernard, Frétilaux, J. Balanche, membres du bureau fédéral ont comparu devant leurs cellules pour y répondre du crime de révolte contre les tentatives de mécanisation dont ils avaient été l'objet. Leurs cellules les ont couverts, les comités de rayons ont passé outre et leur exclusion a été prononcée.

Dommanget, ancien secrétaire fédéral, n'a pas attendu qu'une telle mesure soit prise contre lui. Après avoir fait voter par sa cellule des ordres du jour de protestation contre les exclusions entreprises et contre les injures prodiguées aux oppositionnels, il a donné sa

démission du parti, suivi de sa cellule toute entière.

G. et L. Bouet, anciens secrétaires fédéraux et administrateurs de l'*Ecole Emancipée*, attendent la sentence. La cellule de Saumur s'est unanimement solidarisée avec eux malgré les efforts de deux jeunes éphèbes stalinien, mais ils savent combien pèse peu l'opinion de la base dans les décisions des instances supérieures.

Rollo, ancien secrétaire fédéral, a été l'objet de la vigilance toute spéciale de sa région qui a dépêché dans les cellules de son département un secrétaire avec mission d'obtenir coûte que coûte son exclusion. Pas une cellule ne l'a suivi, et la conférence départementale du 29 décembre a blâmé le Parti dans ses efforts contre ses fondateurs. La conférence régionale du 9 février n'a tenu nul compte de la voix des organismes de base : elle a exclu Rollo.

Dans le Rhône, l'Ardèche, la Vendée, les Pyrénées Orientales, de Nord, ailleurs encore, des exclusions ont été faites ou de nombreuses démissions données. Nous ne voulons citer que le cas typique de Denante, secrétaire du syndicat de Vaucluse. Plusieurs fois convoqué devant son Comité de rayon pour répondre aux accusations formulées contre lui, il s'y était rendu sans jamais y rencontrer ses juges ; tant de désinvolture l'avait révolté et il avait donné sa démission. Cette solution n'a pas plu aux lignards provençaux qui ont organisé à Courthézon, ville où Denante exerce ses fonctions et milite depuis 17 ans, un meeting au Kursaal-Palace. La salle comble n'a pas suivi les trois catéchumènes stalinien : Denante a été unanimement applaudi.

De nouvelles charrettes se préparent. Le Parti se tait car il sait l'émotion provoquée dans les rangs des instituteurs unitaires par les mesures prises contre leurs militants, et il ne tient pas à accroître en leur donnant de la publicité. En plusieurs régions ces mesures sont mortelles pour lui, mais il ne paraît pas s'en apercevoir. Les Barbé, les Monmousseau, les Claverie, les Cogniot, domestiques à gages, sont trop habitués à servir pour s'en indigner. Ils iront jusqu'au bout dans la sottise, dût la Fédération de l'Enseignement en mourir.

Un instituteur syndiqué.

LA RÉPRESSION

UN CAMARADE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE ITALIENNE CONDAMNÉ A TROIS MOIS DE PRISON

Le camarade Bellini, du groupe italien de l'opposition de gauche, a été appréhendé, il y a quelques jours à Paris par trois inspecteurs. Les policiers lui déclarèrent qu'ils le recherchaient pour son activité de « responsable des milieux trotskystes italiens en liaison avec l'activité du groupe de la Vérité ». Les juges de la 13^e Chambre correctionnelle ont frappé Bellini d'une peine

de trois mois d'emprisonnement qu'il subit actuellement au droit commun à la Santé.

Les ouvriers marqueront leur solidarité avec notre camarade Bellini, en participant à la souscription ouverte par la *Vérité* pour les camarades de l'opposition frappés par la répression.

Première liste de souscription. — Franck, 20 fr. ; Gérard, 20 ; N.P., 10 ; R., 10 ; D., 5 ; Mech, 10 fr.

UN ORDRE DU JOUR DES CAMARADES ITALIENS

La Fédération de Paris de la fraction de gauche, réunie en assemblée le 29 janvier, exprime sa protestation indignée contre le crime qui caractérise la phase actuelle de la dégénérescence bureaucratique centrée, consommée à Moscou par l'assassinat du camarade Bloumkin ;

Envoie aux victimes de la clique stalinienne son salut révolutionnaire avec un vote de solidarité envers les camarades de l'opposition de gauche russe.

Rappelle les militants du rang qui suivent de trop bonne foi la politique liquidatrice du mouvement révolutionnaire au sens de leur responsabilité devant l'action criminelle qui, après le bannissement, la déportation, l'emprisonnement, en arrive à l'assassinat de ceux qui, fidèles aux principes marxistes, luttent pour la dictature prolétarienne en Russie et pour le triomphe de la révolution prolétarienne mondiale.

UN POSTIER.

LA VIE OUVRIÈRE

ACCROISSEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE DANS LA MÉTALLURGIE ET LES MINES

Le rapport de l'Union des Industries métallurgiques et minières consacre une bonne place au chapitre de la main-d'œuvre étrangère, question d'une importance capitale pour ces industries.

En voici quelques extraits :

Nos besoins en main-d'œuvre étrangère ont été cette année plus élevés que l'an dernier. Le nombre des travailleurs étrangers introduits en France qui a été de 36,055 pour l'année entière en 1928, est monté à 110,871 au 31 décembre 1929.

En ce qui concerne nos industries, le nombre total des ouvriers demandés qui avait été de 11,000 en 1928 (dont 6,400 pour les mines de fer et 4,600 pour les usines), s'est élevé à 23,700 au 31 décembre 1929 (soit 9,450 pour les mines de fer et 14,250 pour les usines).

Par une action constante auprès de l'Administration et auprès de la Société générale d'immigration, ces demandes ont pu être satisfaites dans des conditions suffisantes : au 31 décembre 1929, 18,100 ouvriers étrangers avaient été introduits (dont 8,250 pour les mines de fer et 9,910 pour les usines).

Les problèmes se rattachant à l'introduction de la main-d'œuvre étrangère nous préoccupent d'autant plus vivement que nous en savons le caractère permanent. Les négociations pour arrêter ou pour exécuter les programmes prennent le caractère et les complications de négociations diplomatiques ; la conférence qui a eu lieu récemment à Varsovie l'a encore montré. Les gouvernements des pays d'émigration veulent intervenir non seulement dans les conditions de recrutement, mais dans les conditions d'emploi de la main-d'œuvre allant parfois jusqu'à toucher aux prérogatives de la souveraineté nationale. Il est nécessaire, et nous sommes d'accord sur ce point avec l'Administration, de multiplier les sources de recrutement.

Nous nous sommes donc associés très volontiers à la mission organisée par le ministère du Travail, qui, cet été, a visité les pays de l'Europe centrale : elle en a rapporté des indications qui sont actuellement en voie d'utilisation ; soit en Roumanie, soit en Yougoslavie, nous pouvons trouver des contingents qui viendraient compléter et au besoin suppléer la main-d'œuvre polonaise dont nous sommes loin, d'ailleurs, de ne pas reconnaître les mérites. L'organisation nécessaire est prête et vous pouvez vous adresser à nous dès maintenant.

... Nous devons dire, d'ailleurs, qu'en ce qui concerne les questions se rattachant à l'introduction de la main-d'œuvre étrangère, nous avons rencontré de la part de l'Administration une compréhension exacte des besoins de l'industrie et que nous avons pu collaborer avec elle d'une manière continue. Il serait injuste de ne pas signaler, la manière dont les intérêts français ont été défendus à la conférence de Varsovie, par M. le directeur du Travail.

En ce qui concerne le Conseil National de la main-d'œuvre, il est dit que « dans l'ensemble, il tend à renforcer et à unifier les sources et les mesures de contrôle de la main-d'œuvre ».

Les chiffres rapportés ci-dessus montrent clairement qu'il n'y a pas de menace de crise grave dans les industries métallurgiques et minières.

A LONGWY

La correspondance de nos camarades de Longwy a été gravement déformée dans notre dernier numéro par des erreurs de corrections. Le dernier paragraphe est rendu tout à fait incompréhensible. Ce qu'il faut lire, c'est ceci : « Si nous sommes entrés dans l'opposition ce n'est point, camarades inconnus et connus, pour lutter contre l'Internationale Communiste, qui reste notre grand espoir, mais pour que la débâcle que nous constatons ici s'arrête avant qu'il ne soit trop tard. »

LA VERITE

ADMINISTRATION et REDACTION :
45, Bd de la Villette — Paris (X°)
paraît tous les vendredis

PROVOCATION SCISSIONISTE

Le bureau confédéral unitaire vient de prendre la responsabilité de publier un journal à l'intention des dockers. Son but en lançant le *Cri du Docker* est de faire une brèche dans la majorité des syndicats adhérents à la fédération des ports et docks unitaire qui combat sa politique. Le ton du journal est d'une telle violence qu'on a pas encore osé le diffuser dans le port de Dunkerque, les 4,000 exemplaires restent en souffrance là-bas.

Mais ce qui est plus grave encore, c'est l'annonce dans le *Cri du Docker* d'un congrès des ports et docks organisé par-des-

sus la fédération régulière adhérente à la C.G.T.U. C'est en ces termes qu'est rédigée la convocation : « dans le but de coordonner la lutte revendicative des dockers et d'étudier leurs revendications pour les unifier dans la mesure du possible... » suivent d'autres considérants qui entrent dans le cadre des actions de la fédération unitaire invitée d'ailleurs, à ce congrès, avec une hypocrisie et une impudence incroyables.

Ne sont-ce pas là des provocations scissionnistes ?

Le bureau confédéral a la parole !

L'AUTONOMIE A TOURCOING

(Lettre d'un correspondant.)

Les incidents violents entre majoritaires et minoritaires de la C.G.T.U., dont récemment Tourcoing a été le théâtre, ont eu une conclusion dont il convient de souligner le danger, c'est-à-dire : l'autonomie, la scission.

A Tourcoing, actuellement, 1,300 ouvriers de l'alimentation, du textile et du tapis, viennent de quitter la C.G.T.U., pour rentrer dans l'autonomie.

Des 2,000 ouvriers adhérents en 1929 au syndicat unitaire du textile, 700 restent à la C.G.T.U., 400 sont au syndicat autonome, le reste, environ 900, constitue pour les chrétiens, notamment, une proie facile.

Pour comprendre la situation de Tourcoing, il faut se reporter à la fameuse grève d'Halluin (1928), avec l'essai de généralisation à la région de Roubaix-Tourcoing. Les dirigeants de la C.G.T.U., désireux de prouver à tout prix la « radicalisation des masses », avaient imposé aux militants syndicaux de la région une tactique « offensive », laquelle ne s'inspirait aucunement des conditions, alors très difficiles, des luttes. Ils rencontraient, d'ailleurs, l'hostilité ouverte ou masquée de la plupart des militants syndicaux responsables d'Halluin et de Roubaix-Tourcoing. Non seulement de Pierpont et de Tievers, mais aussi de Declercq et de ses amis d'Halluin. Le 1er août et toute la politique en général des chefs de la C.G.T.U., ne pouvait qu'accroître le malaise profond qui régnait à Tourcoing.

On dit que Pierpont, Vermandel, etc., sont des social-démocrates, fourvoyés dans les rangs du parti et de la C.G.T.U. Les fins psychologues majoritaires qui font cette découverte restent toujours dans leurs appréciations, d'une superficialité enfantine. Dans le Nord, pays de tradition social-démocrate, peu de vieux militants peuvent se mettre à la portée du bafouillis bolchevisatoire des dirigeants actuels du parti. Beaucoup se taisent ; beaucoup feront comme Pierpont et leur réaction sera à droite. Une politique et des méthodes sérieuses pourraient établir une saine discrimination des vieux éléments ; en gagner au communisme, en éliminer ou en neutraliser d'autres. Les dirigeants du parti eux, brouillent tout.

La situation pour aussi pénible qu'elle soit à Tourcoing, empirera encore. Du côté du bâtiment, on peut encore redouter beaucoup et la perspective de voir tous les minoritaires de Tourcoing passer à l'autonomie n'est nullement écartée. Les chefs du parti pourront toujours exhaler leur mauvaise humeur contre les minoritaires autonomes qui gardent la superbe maison du peuple en organisant des manifestations, comme celle du 9 février où 800 communistes et sympathisants ont parcouru les rues de Tourcoing en huant les minoritaires, ils n'empêcheront pas que subsistent les causes d'une situation qui n'est pas particulière à Tourcoing. Dans cette ville où les exploités des usines du textile se comptent par dizaines de milliers, qui constitue avec Roubaix, Roncq, Mouvaux, Halluin, etc., une formidable agglomération industrielle, la puissance du consortium patronal textile est considérable ; de même celle des réformistes et des chrétiens ; alors que l'influence du parti et de la C.G.T.U. est en régression très nette. Les événements de Tourcoing en sont la preuve évidente.

Dans le Nord LA FIN DU LOCK-OUT DE BEAUVOIS-FONTAINE

Les patrons de la firme textile Michaud-Seydoux, malgré leur volonté acharnée de refuser à leurs 1,300 ouvriers, ce à quoi ils s'étaient engagés, c'est-à-dire l'application d'un tarif de salaires payé à Roubaix-Tourcoing, ont été obligés de céder en partie, après deux mois de résistance de leurs ouvriers.

Le 7, les 1,300 lock-outés sont rentrés avec une augmentation de salaire inférieure aux 5 % qu'ils réclamaient. Mais il faut dire que les patrons n'ont pu, comme ils le menaçaient, se livrer à des sanctions. Le personnel entier est rentré.

La forme de l'augmentation consentie, le pourcentage, laissent subsister et aggravent les différences de salaires payés aux diverses catégories d'ouvriers, favorisant les ouvriers les mieux payés. Et la « fraction révolutionnaire » du syndicat confédéré a parfaitement raison d'en dénoncer l'injustice. Ainsi, en admettant que le pourcentage d'augmentation soit de 5 %, la catégorie réglée à 32 fr. par jour aurait 1 fr. 60, d'augmentation. Les ouvriers payés 20 francs n'auraient que 1 fr. par jour. Par ce système, le patronat perpétue la division des ouvriers et favorise la création de ce que la « fraction révolutionnaire » appelle justement une « aristocratie ouvrière ».

L'issue de la lutte est tout de même pour les patrons de combat du textile, un échec certain. Depuis longtemps ils imposaient leur puissance et celle-ci est maintenant enlignée. La résistance courageuse des tisseurs de Beauvois-Fontaine, soutenue matériellement par leurs camarades de la région de Caudry n'a donc pas été vaine. Les méthodes de conciliation obligatoire des chefs de la C.G.T. Lafayette n'y sont pour rien.

LES EMBARRAS DE LA « VIE OUVRIÈRE »

La *Vie Ouvrière* a depuis longtemps une façon très spéciale d'informer ses lecteurs. Elle s'était toujours efforcée de faire croire que l'opposition communiste de gauche faisait bloc avec les minoritaires du comité pour l'indépendance du syndicalisme. Dans ce but, l'altération de la vérité était pour la *Vie Ouvrière* chose très normale. Maintenant, bon gré, malgré, elle ne peut s'empêcher de constater que l'opposition communiste de gauche a pris à l'égard du Comité pour l'indépendance une position non équivoque de défense du communisme. Mais cette constatation est agrémentée de réflexions sur ce qu'elle appelle la « logique » de la *Vérité*.

Parce que nous montrons aux ouvriers que la politique du Comité pour l'indépendance — dissimulée sous les formules d'autonomie du syndicalisme — ne peut empêcher le départ de la C.G.T.U., de syndicats minoritaires, la *Vie Ouvrière* ne peut admettre que nous en attribuions les responsabilités aux chefs de la C.G.T.U.

Que cela plaise ou non à la *Vie Ouvrière*, qu'elle sache bien que nous continuerons à dire et à prouver que c'est la politique d'aventure et de crétinisme bureaucratique des Monmousseau et des Gitton serviles qui a provoqué chez de nombreux ouvriers un écoulement tel, qu'il a facilité la formation du Comité pour l'indépendance et partant du courant d'autonomie.

La position de la *Vérité* est très logique. Elle continuera à défendre le communisme à la fois contre le Comité pour l'indépendance et contre les artisans directs de la formation de ce dernier, les Monmousseau et les Gitton avec leur *Vie Ouvrière*.

NOTES

La grève des 2,000 métallurgistes du « Familistère » de Guise (Aisne), n'est pas si loin qu'on ne se souvienne de ce mouvement qui avait surpris la bourgeoisie stupéfaite de voir que le camouflage d'une entreprise capitaliste en coopérative, sous le signe du Fourierisme, n'avait pas annihilé la volonté revendicative des ouvriers. A cet égard, la grève de Guise prenait une importance particulière et nous en avons à l'époque souligné l'intérêt, tout en évitant de tomber dans les radotages des dirigeants du parti et de la C.G.T.U. sur la « politisation des grèves ».

Les augmentations de salaires accordées aux grévistes de Guise ne sauraient par contre faire oublier que 85 ouvriers ont été licenciés par le directeur Collin. A leur sujet les dirigeants unitaires ne sont guère prolixes. Ils ont subitement perdu la parole.

Ajoutons qu'à Guise, le 6 mars, il n'y a rien eu. Ni manifestation, ni réunion. Si peu de temps après la grève, la « politisation » de cette dernière s'avère avoir été un artifice dérisoire. On s'en doutait.

Cornette, communiste et secrétaire de l'union locale des syndicats unitaires d'Halluin, est furieusement attaqué dans les colonnes de *l'Humanité*, organe de la région communiste du Nord. On lui reproche son « opportunisme ». Ce mot dans la bouche des dirigeants du parti a fini par perdre sa vraie signification. Opportunistes, les dirigeants du parti le sont, eux qui pour la plupart cachent sous un verbalisme gauchiste, une mentalité de bureaucrates sceptiques qui leur fait accepter et défendre toutes les politiques.

Cornette est visé parce qu'il a eu l'audace de défendre, notamment à la dernière conférence de la 1^{re} union régionale unitaire, la véritable conception communiste du « rôle dirigeant du parti », qu'il a conditionné à l'application d'une politique étrangère à l'aventurisme bureaucratique des chefs du parti. On remarquera que la rage des chefs du parti contre les oppositionnels est d'autant plus grande que ces derniers se placent pour les combattre sur un terrain communiste. L'exemple de Cornette en est la preuve.

UN AS

Un as, c'est Valières. On raconte, dans *l'Humanité* qu'il a fait une intervention à la conférence nationale du Parti, au nom de la région de l'Est. Il est « sans aucune réserve, en faveur du rôle dirigeant du parti dans le mouvement ouvrier ». Valières aurait dû, sur ce rôle dirigeant, nous apporter des précisions. Combians cette lacune.

Dans le bassin de Longwy, le parti a disparu, les syndicats sont anéantis. Or, récemment, le « dirigeant » Valières va trouver un ouvrier des aciéries de la Chiers, à Longwy et lui tient ce langage : « Voyons ! il serait temps de faire quelque chose. Il faut se remuer, il faut préparer, et au plus vite, une grève. » L'ouvrier, scandalisé, lui répond qu'avant de faire une grève, il faudrait au moins s'appuyer sur des organisations, et celles-ci sont disparues. Et pour qui connaît la terreur que font régner sur leurs milliers d'ouvriers français et étrangers, les seigneurs des hauts-fourneaux, on ne peut parler légèrement de grèves. Mais, finissons. Devant l'insistance du « dirigeant » Valières, l'ouvrier, lassé, lui lance : « Vous autres, avec vos grèves, lorsqu'elles échouent, vous mettez les bouts de bois, et nous autres on mange des briques. » Le « dirigeant » Valières n'en est, paraît-il pas encore revenu.

La morale de cette histoire, c'est qu'il n'est pas de meilleurs saboteurs du « rôle dirigeant du parti » que les Valières.

DANS LE 13^e RAYON DU PARTI

Le sous-rayon réclame un nouveau compte rendu de mandat de Berthon.

Le comité du sous-rayon demande dans sa motion que Cachin ne prenne pas la parole à ce nouveau compte rendu.

Nous avons en son temps dénoncé dans la *Vérité* le caractère social-démocrate du discours de Cachin à la réunion du 2 mars.

L'opposition aidera les camarades pour qu'ils comprennent que Gitton ou un autre bonze, réclamé par eux à la place de Cachin, ne vaut pas plus cher que ce dernier.

LA VIE DE L'OPPOSITION

UNE CONFERENCE D'INFORMATION DE L'OPPOSITION Groupe de Paris

Dans un délai d'environ un mois, l'opposition communiste de gauche en France tiendra une *Conférence d'information*, analogue à celle qu'elle a tenue au mois de Janvier. Son but principal sera de discuter du travail passé de l'opposition, et de ses perspectives.

Aujourd'hui, la *Vérité* et *La Lutte de Classes* ont frayé la voie à un nouveau développement de l'opposition de gauche. Le travail persévérant poursuivi depuis six mois par la *Vérité*, a permis à l'opposition de gauche de pénétrer un cercle assez large d'ouvriers dans les syndicats, dans le parti, et hors de celui-ci. Ce développement a été surtout sensible dans la région parisienne. Aujourd'hui, le problème se pose du développement de l'opposition de gauche dans les principales villes et centres industriels de la province. Enfin, notre action est devenue assez nette pour que les attaques de la direction du parti contre l'opposition de gauche se renforcent, aidées par les groupements de la droite et principalement les syndicalistes purs, pour qui la liquidation de l'appareil du parti doit se faire exclusivement au profit du syndicalisme pur... (c'est-à-dire appuyé sur le P.O.P.), mais non au profit du communisme renaissant.

Notre *Conférence d'information* aura donc pour tâche d'examiner les trois groupes de questions suivantes :

- 1) La situation nationale du mouvement ouvrier, ses conséquences dans l'orientation du socialisme et du parti communiste.
- 2) Les problèmes de tactique et de programme du P.C. (action syndicale, questions électorales, rapports avec la social-démocratie, organisation du parti).
- 3) Enfin, le programme et la tactique de l'opposition de gauche, principalement en ce qui concerne ses rapports avec le parti communiste, et sa lutte contre le P.O.P. et les groupements de droite, ainsi que son action syndicale.

Naturellement, ces questions sont très liées entre elles, et c'est une appréciation générale de leur ensemble que notre conférence devra rechercher.

Cette conférence doit être précédée d'une étude sérieuse des questions traitées par tous les camarades, non seulement à Paris, mais aussi en province. Pour cela, nous publierons dans *La Lutte de Classes*, avant la conférence, un certain nombre de projets de rapports et de résolutions qui pourront servir de base de discussion.

Tous nos camarades devront étudier ces textes et y apporter leurs critiques lors de la conférence. En conclusion de la discussion, l'opposition devra adopter une position claire sur les questions soulevées, c'est-à-dire s'assurer une solide plateforme pour une nouvelle étape de son développement.

POUR LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE L'OPPOSITION

Nous avons reçu l'adhésion de l'OPPOSITION COMMUNISTE ESPAGNOLE au projet de Conférence Internationale. Nos camarades espagnols écrivent : « Déjà, en d'autres occasions, nous avons fixé notre position en ce qui concerne la nécessité d'une conférence de l'opposition de gauche internationale. La préparation immédiate de cette conférence est indispensable. Elle devra fixer nettement notre position, tout à fait à l'opposé de l'attitude scissionniste de l'I.G., c'est-à-dire avec la volonté de refaire l'unité et de faire vivre la démocratie communiste au sein de nos organisations. »

« L'opposition communiste internationale doit élaborer sa plateforme internationale immédiatement. L'examen critique fait par Trotsky du programme de l'Internationale doit servir de base à notre plateforme internationale. Cette plateforme doit être le point central de la Conférence. Nous devons fixer nos appréciations sur la situation politique internationale, sur le problème syndical, sur notre position vis-à-vis de l'U.R.S.S. du socialisme dans un seul pays, etc... Il ne faut pas oublier aussi de fixer notre position vis-à-vis des opportunistes, genre Paz et Urbahns. Les oppositionnels espagnols parmi lesquels il n'y a pas de divergences, estiment nécessaire la rupture immédiate avec toutes les sortes d'opportunistes. »

La scission au sein du Leninbund

Berlin, 10 mars.

Mettant à profit la composition adroitement préparée d'un plenum, le groupe Urbahns, le 23 février dernier a exclu du Leninbund l'opposition allemande de gauche, solidaire de l'opposition russe et internationale ayant à sa tête le camarade Trotsky.

Pourquoi Urbahns a-t-il opté pour la rupture ? Après que Maslov, Ruth Fisher, Scholem eurent choisi les sentiers battus des capitulards Zinoviev, Kamenev et autres, la direction du Leninbund s'était trouvée à la croisée des chemins. Sa tâche aurait dû consister à liquider l'héritage théorique et pratique de Maslov, créer une opposition allemande de gauche, qui serait venue rejoindre dans la lutte commune, l'opposition russe et internationale.

Or, l'évolution qu'a pris par la suite, le Leninbund démontre que la direction ne s'est pas engagée dans la seule voie qui eût été historiquement justifiée. C'est que les vieilles traditions de sourde inimitié contre l'opposition russe parmi des groupes étaient restées vivaces au sein du Leninbund.

Tout en se nourrissant du capital idéologique de l'opposition russe, la direction du Leninbund n'osait cependant pas renoncer à son esprit d'opportunisme, de demi-mesures et d'indétermination. Au lieu de diriger, elle ne faisait que suivre, cédant tour à tour à des courants de droite, d'extrême-gauche ou du centre, dans différentes questions d'organisation.

Au moment où éclata le conflit sino-russe, elle se trouva être sans plateforme et dépourvue de toute attitude politique nettement définie à l'égard des problèmes allemands et internationaux de la lutte des classes. Qu'il suffise de signaler comme exemple de l'incapacité politique de la Direction du Leninbund que la discussion concernant la question chinoise fut amorcée dans les colonnes de la *Fahne des Kommunisten* par un article (« Ne touchez pas à la Chine ! ») d'un certain korchiste qui n'était même pas membre du Leninbund.

Quant aux articles d'Urbahns et à la position de la Direction Centrale, il est de notoriété publique que ce n'est qu'un mélange d'opinions tout à la fois d'extrême-gauche social-démocrates et pacifistes. La négation du caractère prolétarien de la République des Soviets, la théorie d'un état de « troisième type », (ni prolétarien, ni bourgeois), reposant sur un équilibre des forces entre les classes — tel est l'unique produit *sui generis* de la direction ultra-gauchiste du Leninbund. Tout cela se réduit à se rallier, au point de vue de l'austro-marxisme sur le caractère de l'Etat soviétique et de l'Etat en général. En

d'autres termes, c'est la rupture avec les théories du marxisme léniniste sur l'Etat. Ce faux départ dans cette question devait inmanquablement amener la direction du Leninbund à l'idée d'un « second parti ». Ne considérant plus l'Etat soviétique comme étant un état prolétarien, jugeant la situation au sein de l'I. C. et du P. C. R. désespérée — ayant perdu toute foi à l'égard des cadres prolétariens du parti, — la direction du Leninbund ne voit désormais plus le salut que dans la fondation d'un second parti.

Elle considère que la lutte sourde qui règne entre les groupes pour la conquête des cadres prolétariens cache une préparation à la capitulation. Elle professe la même opinion à l'égard de la Déclaration de Racovsky, Okoudjava et autres.

Quant à la question allemande, la direction du Leninbund n'a jusqu'à l'heure présente aucun point de vue à soi. Voici plus d'une demi-année (depuis le plenum d'octobre du Bureau Central 1929) que la direction, évitant toute discussion ouverte s'efforce d'élaborer un « programme d'action » sans y réussir jusqu'à ce jour. Au dernier plenum, du 23 février dernier, Urbahns a dû avouer lui-même que la direction était incapable d'édifier un programme politique.

Il n'y a qu'une seule chose que le groupe Urbahns n'a pas eu grand-peine à apprendre, c'est à appliquer les méthodes de Zinoviev. A ce point de vue, les élèves semblent même avoir dépassé leur maître. Etouffant petit à petit toute idée politique au sein du Leninbund, esquivant les discussions et canalisant systématiquement l'attention des membres des organisations vers des questions insignifiantes et de détail, le groupe Urbahns est finalement arrivé à l'exclusion du Leninbund l'opposition de gauche.

Quelques conclusions des orateurs à la dernière conférence nationale donneront une idée de l'étonnant confusionnisme qui règne dans le groupe Urbahns :

« Dans le parti communiste d'Allemagne il n'y a pas d'ouvriers révolutionnaires. » — « Les ouvriers politiquement non-organisés sont plus révolutionnaires que les ouvriers communistes. » — « En Russie règne le social-fascisme. » — « La Russie marche vers un 18 Brumaire. » (déclaration d'un des rapporteurs à la conférence de Halle). — « Enrôlez-vous dans les Unions d'industries » (petites organisations sans importance). — « Faites bloc dans les syndicats et autres organismes non seulement avec les droitiers, mais avec les restes des indépendants et avec les social-démocrates. » (Urbahns.)

Toutes ces déclarations faites du haut de

la tribune sont symptomatiques du chaos idéologique et des contradictions qui président aux directives et opinions du groupe Urbahns. Et voici maintenant les résultats de cette politique du Leninbund : aux élections communales, complète défaite ; le chiffre des membres au sein des organismes a subi une formidable réduction (après son exclusion hors du P.C.A., le Leninbund comptait 6.000 membres ; actuellement, depuis l'exclusion de l'opposition de gauche, il n'en compte plus que 400 à 450) ; l'hebdomadaire *Fahne des Kommunisten* ne paraît plus ; le journal *Volkswille*, qui paraissait quatre fois par semaine ne paraît plus qu'une fois (durant combien de temps encore ?) ; la plateforme est toujours inexistante et le lien avec l'opposition internationale et russe est rompu.

Sans plateforme, sans presse, sans boussole ni gouvernail, le groupe Urbahns court à sa perte.

L'opposition communiste de gauche d'Allemagne (bolchéviks - léninistes) en complète union de principe et unité d'organisation avec l'opposition internationale et russe trouvera la force de continuer la lutte contre les liquidateurs de droite et contre la politique criminelle et aventuriste du centre. Seuls les désespérés et les petits bourgeois pourraient regretter la nouvelle scission.

Libérée de la politique irresponsable et néfaste d'Urbahns, la nouvelle opposition allemande édifiera sa plateforme après une analyse marxiste de la situation en Allemagne et de la conjoncture internationale, et groupera autour d'elle les cadres prolétariens du parti pour lutter contre la direction centriste — pour la réforme de l'Internationale et du Parti.

Roman WELL.

La Vérité

Hebdomadaire
de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris
Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-26

LES
ÉDITIONS
REDER
11, PLACE SAINT-SULPICE - PARIS, VII^e

LÉON TROTSKY
TRADUIT PAR MAURICE-PARIJANINE

MA VIE
ESSAI AUTOBIOGRAPHIQUE

I

1879 - 1905

Un volume in-8, deux hors-texte... 16.50

l'un des textes capitaux de notre temps